

typo
extra muros

AU Québec
Une terre, des peuples, des histoires

Une production de Typo - Typo Extra Muros n° 3 - juin 2003 - ISSN en cours - 2,5 € - 4 \$ Ca - www.e-typo.org/ - Multimédia lycéen francophone d'information

Terroirs, ressources, culture, autochtones...
Les singularités du Québec



POLITIQUE

**Souveraineté,
l'éternel débat**



TYPO
EXTRA MUROS QUÉBEC

Directeur de publication :
Dominique Gaye.
Conseiller journalistique
et chef-correcteur :
Arnaud Bouvier.
Rédacteurs : Nicolas Barriquand,
Hélène Lebon, Fleur Tathereaux,
Samuel Goëta, Morgiane
Achache, Leslie Lhussiez,
Hadrien Vincent.
Vidéastes : Benjamin Demay,
Sylvain Pajot.
Reportage vidéo sur la mission :
Céline Raquin.
Conception de la maquette :
Dominique Gaye, Nicolas
Barriquand, Hadrien Vincent,
Fleur Tathereaux.
Réalisation du magazine :
France Territoires Magazines.

Les photos sont de Typo,
sauf mention contraire.

Tiré à 5000 exemplaires.

Typo - Lycée Niepce
141, avenue Boucicaud
71100 Chalon-sur-Saône
Tél : 03.85.43.40.40.
Tél : 06.21.04.83.36.
Fax : 03.85.43.34.34.
E-mail : typo@e-typo.org/
Web : www.e-typo.org/

Partenaires de Typo
extra muros

Permanent : Fondation
Varenne (Clermont-Ferrand)

Pour le numéro Québec :

- France Territoires
Magazines.
- Office franco-québécois
pour la Jeunesse (Paris).
- Régionale « Saguenay Lac
Saint-Jean » de l'association
Québec-France, qui a
totalement organisé l'accueil
de notre équipe, et qui gère
Typo Québec.



FRANCE TERRITOIRES MAGAZINES



Aventure

Ce journal en est une. Humaine d'abord, parce que ces 48 pages sont le fruit de rencontres, souvent fortes, entre les neuf jeunes rédacteurs français et les Québécois qui les ont aidés. L'aventure a commencé par deux semaines de reportage sur place, du 11 au 27 avril 2003. L'équipe a travaillé d'abord à Montréal, puis un peu plus au nord, à Jonquière, en collaboration avec une dizaine d'étudiants en « art et technologie des médias » au Cégep¹ de la ville, ainsi qu'avec l'association Québec-France et sa « régionale » du Saguenay-Lac-Saint-Jean. L'équipe était encadrée par Dominique Gaye, responsable de la presse scolaire à l'Académie de Dijon (Clemi), et Arnaud Bouvier, un ancien de la presse collégienne devenu journaliste à l'Agence France Presse, qui a conseillé les jeunes reporters de Typo. Cette mission avait été précédée, en février, de dix jours de repérage sur place par le rédacteur en chef de Typo et par Dominique Gaye. Réaliser un magazine est une première pour Typo, il a donc fallu adapter nos méthodes de travail, par exemple en concevant une ébauche (néanmoins détaillée) de sommaire et de chemin de fer avant même notre départ. De retour en France, l'aventure s'est poursuivie par deux mois de travail : écriture, réécriture suite aux



conseils précis et très présents d'Arnaud, relecture, et enfin mise en pages, réalisée avec les professionnels de France Territoires Magazines à Dijon. Les choix ont parfois été difficiles, car il est impossible de tout publier. Mais tous nos articles et nos vidéos sont consultables sur notre

site : www.e-typo.org/

Ces 48 pages ne seront donc jamais qu'une vision du Québec, par une dizaine de jeunes Français. Il faudrait plus d'une vie pour découvrir toutes les facettes de la Belle Province. Néanmoins nous avons essayé de faire un magazine le plus représentatif possible de ce que nous avons vu et perçu de ce pays, et surtout qui montre de quelle manière vivent les jeunes Québécois. A leur tour, les étudiants en journalisme de Jonquière et d'autres jeunes du Saguenay viendront en France en janvier 2004, pour réaliser le même travail. En attendant ils sont devenus nos « correspondants locaux » à Typo Québec, et nous feront part de leur actualité via notre site web pour que vive l'aventure Typo Extra Muros Québec.

Hadrien VINCENT

1. Cégep : établissement scolaire québécois accueillant des élèves de 16 à 20 ans environ.

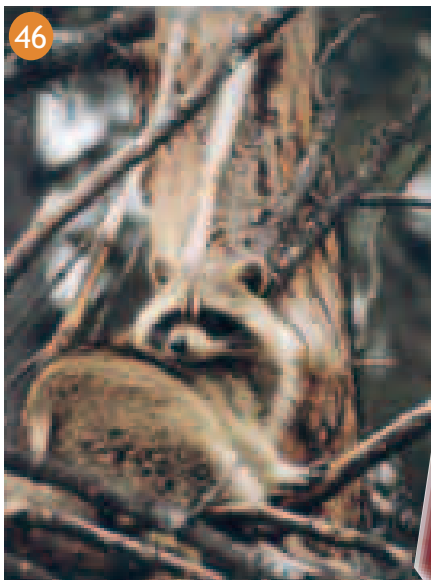
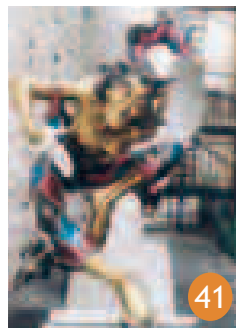
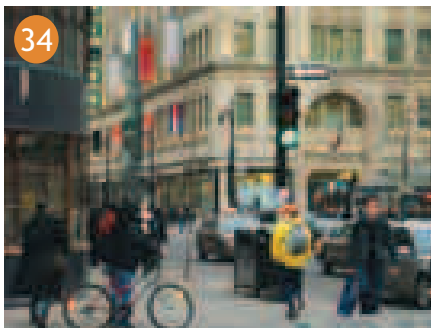
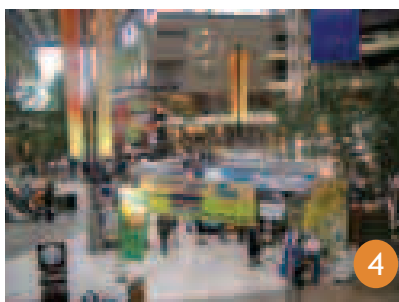
■ **Les Français connaissent assez peu** (trop peu ?) les Québécois. Ne dit-on pas pourtant d'eux qu'ils sont nos cousins ? On les avait déjà oubliés pendant plus de deux siècles, jusqu'à la visite à Montréal d'un certain Charles de Gaulle, en 1967. Depuis, les échanges se sont multipliés, notamment à travers l'association Québec-France/ France-Québec. Mais finalement, que savons-nous réellement de cette petite enclave francophone dans l'océan anglophone nord-américain ? Que Céline Dion, Natasha St-Pier et d'autres y chantent, qu'il y fait très froid l'hiver, mais que la rudesse du climat est compensée par l'extraordinaire chaleur humaine des Québécois, pour énumérer quelques-unes des images que nous avons en tête avant de partir.

C'est finalement un autre regard sur la Belle province que nous autres, « maudits Français », avons ramené de ces deux semaines de reportage. Bien sûr notre vision est loin d'être exhaustive, car on ne peut faire le tour complet d'une province aussi riche. Mais nous avons souhaité faire ressortir ce qui nous a le plus marqués, à commencer par les contrastes entre Montréal, la métropole nord-américaine par excellence, et Québec la « ville européenne » (en tout cas pour ce qui est de l'architecture). Sans oublier les cabanes à sucre, les grands espaces, l'intégration des populations autochtones et des émigrants, ou encore l'impact des activités économiques sur l'environnement...

Un certain regard

Faire un magazine sur un pays (car cette province a parfois des allures de pays), c'est aussi s'immerger dans une autre culture, pour essayer de comprendre. Au moment des élections législatives provinciales, c'est s'immerger dans la campagne aux côtés de jeunes militants – nombre d'étudiants avec qui nous avons travaillé se sont enflammés pour l'un ou l'autre parti –, avant de prendre le recul nécessaire. L'Amérique du Nord est un autre monde, au sein duquel le Québec est encore à part : y voyager procure un véritable dépaysement. Même la langue française y est particulière ! Nous avons essayé de laisser notre culture et nos idées à la porte pour nous imprégner le plus possible de celles de nos hôtes québécois.

H. V.



Sommaire

- 4 **Montréal, Québec, Saguenay**
 - Le Québec en trois déclinaisons
- 8 **Francophonie**
 - Le village des irréductibles francophones
- 13 **Environnement**
 - Grands espaces : attention danger !
- 16 **Terroir**
 - La ferveur du sucre
- 20 **Politique**
 - Le « Québec libre » toujours d'actualité
- 24 **Autochtones**
 - Une nation en réserve
- 29 **Economie**
 - Au fil de l'or bleu
- 34 **Intégration**
 - Une terre d'accueil
- 38 **Glisse**
 - Au pays de la crosse et de la pétanque du froid
- 41 **Culture**
 - Lire, voir, entendre...
- 46 **Faune**
 - Poils et plumes
- 47 **Repères**
 - 400 ans de nationalisme
 - Typo en quelques mots

Visitez notre site :
www.e-typo.org/

Le Québec en trois déclinaisons

Texte : Nicolas BARRIQUAND et Hadrien VINCENT

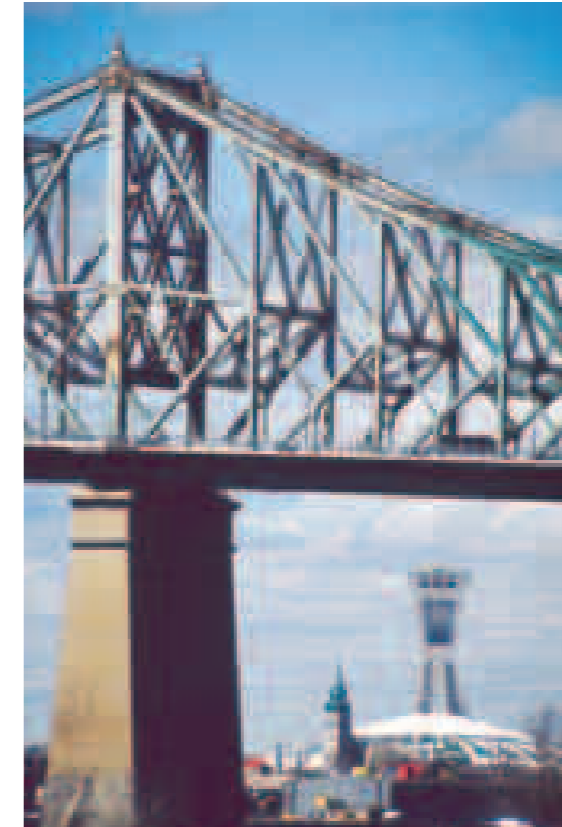
Une ambulance dévale le boulevard René Lévesque de Montréal, toutes sirènes hurlantes, tandis qu'une « calèche à touristes » contourne paisiblement le Château Frontenac à Québec : les deux capitales de la Belle Province cultivent chacune leur atmosphère. D'un côté Montréal l'industrielle, la financière, la cosmopolite... l'Américaine. De l'autre Québec l'administrative, la touristique... l'Européenne.

Ville de lumières, Montréal, avec ses gratte-ciel a des allures de New York, bien qu'elle ne compte « que » trois millions d'habitants.



Montréal, gratte-ciel et souterrains

Avec ses interminables avenues bordées de gratte-ciel, Montréal est sans doute la plus américaine des villes québécoises. Impossible de ne pas penser à New York quand on arpente les rues de cette métropole de trois millions d'habitants aux faux airs de Manhattan, construite sur une île du Saint-Laurent. Néanmoins les noms de ses rues (Maisonnette, Notre-Dame, Saint-Maurice...), ou de ses stations de métro (Saint-Michel, Vendôme, Verdun...), rappellent que nous sommes en terre francophone. On trouve même un « Quartier Latin » aux alentours de l'université ! Mais si la langue française s'affiche sans conteste sur les panneaux – jusqu'au « stop » rebaptisé « arrêt » –, sa prédominance face à l'anglais y est moindre que dans le reste de la province. En effet, sur le trottoir, on peut vous adresser un « *What time is it, please ?* », sans complexe, et durant le « magasinage », beaucoup de vendeurs abordent les clients dans la langue de Shakespeare. En fait, plutôt que bilingue, l'ex-ville olympique



A GAUCHE : Architecture ancienne et religieuse à deux pas d'un bâtiment moderne de bureaux : urbanisation sans complexe à Montréal.

CI-CONTRE : Derrière le pont Jacques-Cartier, le stade olympique pose problème : il s'enfonce de 5 cm par an.

(1976) paraît surtout multiculturelle. Le chauffeur de taxi haïtien y côtoie le restaurateur yougoslave, tous deux venus vivre leur « rêve montréalais » en guise de rêve américain.

Pourtant malgré ses hauts buildings, ses pompiers spectaculaires – vêtus de jaune, du casque jusqu'aux bottes, ils parcourent la ville accrochés à un énorme camion tout droit sorti d'un film catastrophe – et les trottoirs surpeuplés de sa rue Sainte-Catherine, la métropole québécoise garde un petit charme européen. Quand on erre du côté du vieux port, sur les rues pavées, entre l'hôtel de ville – dont le balcon fut le théâtre d'un célèbre discours de De Gaulle en 1967 – , et la basilique Notre-Dame, l'époque où la cité s'appelait Ville-Marie et se disait française ne semble pas si lointaine.

C'est dans ce quartier, entre autres, que les nuits montréalaises battent leur plein. Sur des airs de la Compagnie Créole (!), la fête se prolonge très tard dans le bar à chansons « Les Deux Pierrots ». Au réveil, le lendemain, le parc du Mont Royal est le refuge des joggers qui échappent pour quelques heures au stress citadin. Du haut de cette colline boisée et peuplée d'écureuils, l'œil embrasse l'ensemble de la « ville aux lèvres rouges » (l'emblème de Montréal). À gauche, le stade olympique, recon-



naissable à son mât semblable à un Concorde qui décolle ; en face, on peut distinguer la Biosphère, construction ronde de fer et de verre, ancien pavillon américain de l'exposition universelle de 1967, ainsi que le Casino, fier de la ville quand il s'illumine la nuit. Car c'est surtout le soir venu, lorsque les gratte-ciel commencent à scintiller, que Montréal

Charme londonien dans les rues de Montréal avec la répétition des façades des appartements.

Montréal, Québec, Saguenay

A DROITE :
Construite sur un rocher
la ville de Québec présente
des rues à forte dénivellation.

CI-DESSOUS :
Surplombant la ville :
le château Frontenac...
« l'hôtel le plus photographié
au monde », selon les brochures
touristiques.



...
s'offre en spectacle depuis ce belvédère naturel. L'hiver, lorsqu'un froid saisissant s'abat sur la Province, Montréal se réfugie dans ses profondeurs. La ville a des racines : un réseau enterré de 35 km où s'emmêlent centres commerciaux, cinémas, pubs, salles d'exposition, fast-foods et escaliers mécaniques. Une ville parallèle, protégée du froid et de la neige, un lieu de vie, et surtout de consommation, unique.

Depuis sa fondation en 1642, la petite bourgade française de Ville-Marie a fait bien du chemin... en terres américaines. ■

Québec, pour l'amour des vieilles pierres

Pas de gratte-ciel à Québec. Le château Frontenac, emblème de la ville, chatouille tout juste les nuages du haut de ses 72 mètres ! C'est que la capitale administrative de la province – qui fut capitale de la Nouvelle-France (1608-1759) puis du Bas-Canada anglais (1763-1867) –, n'a rien d'une métropole. Avec à peine un million d'habitants



dans son agglomération, elle n'est ni un centre financier, ni un melting-pot. En revanche, Québec, fondée en 1608 par l'explorateur Samuel de Champlain sur un rocher dominant le fleuve Saint-Laurent, a tout d'une ville touristique, avec ses remparts, ses musées et ses hôtels – du luxueux Concorde avec ascenseur panoramique, au majestueux château Frontenac, l'hôtel le plus photographié du monde ! Ce dernier, un étonnant édifice au toit bleuté et à la façade rose, n'a d'ailleurs rien d'un château. Sorti en 1892 de l'imagination de l'architecte américain Bruce Price, inspiré des châteaux français du XIV^e siècle, c'est en fait une commande de la compagnie ferroviaire Canadian Pacific, qui cherchait à loger ses voyageurs à Québec. Aujourd'hui ce bâtiment de 618 chambres, dont 24 suites, est devenu un symbole que tout touriste de passage se doit de venir contempler.

Devant le château Frontenac, la vue sur le fleuve Saint-Laurent et l'île d'Orléans est imprenable depuis la terrasse Dufferin. En contrebas, des maisons en briques noires évoquent une atmosphère bretonne. Un peu plus loin, des caricaturistes installés sur une petite place pavée donnent à l'endroit un petit air de Montmartre, tandis que les fortifications ressemblent étrangement à celles de Carcassonne. Quant au Parlement, il a des faux airs de Palais du Louvre...

Québec semble ainsi s'accrocher à ses origines européennes (françaises en particulier), et à son passé, dont les vestiges ne sont cependant pas tous « d'époque ». Pour le château Frontenac, insolite « copie » XIX^e siècle d'un style médiéval, ce trompe-l'œil relève de l'évidence. Mais les fortifications – les seules conservées en Amérique du Nord – ne datent pas toutes non plus de l'époque des guerres franco-britanniques. Selon Lucie Morisset, docteur en architecture qui a longuement étudié la ville, les remparts ont été construits dans les années 1870 sur commande du lieute-

nant-gouverneur de l'époque qui souhaitait donner un style médiéval à sa ville. Et avec la même motivation, fut construit en 1885 un manège militaire avec des meurtrières... pas vraiment le système de défense le plus moderne pour l'époque. Une volonté de vieillir Québec, qui témoigne des aspirations des habitants de se refaire un passé proche de leurs goûts esthétiques. Mais si l'on ne trouve que peu de monuments « réellement » historiques, c'est que la ville fut rasée à plusieurs reprises, suite à des guerres franco-anglaises ou des incendies.

Tout cela ne troublera sans doute pas outre mesure le touriste, qui préférera continuer son chemin jusqu'à la Grande Allée, la rue noctambule par excellence de Québec. Les « Voûtes Napoléon », bar souterrain où les chansonniers se succèdent à la guitare, ainsi que les enseignes de tous les bistrotts du quartier confèrent décidément un aspect terriblement français à la « Vieille capitale ». ■

Jonquière-Chicoutimi, dans l'immensité

De petits pavillons alignés le long de rues perpendiculaires, des bus jaunes d'écoliers : Jonquière et Chicoutimi, distantes d'une quinzaine de kilomètres, ressemblent à de petites villes américaines. Elles s'étendent toutes deux de part et d'autre de la rivière Saguenay, source d'emplois et de revenu, mais aussi de pollution, car les cours d'eau ont permis à la région de se doter d'usines de papiers et d'alumineries.

En dehors de la ville, les plaines immenses ne sont traversées que par quelques routes, le long desquelles s'alignent de rares maisons. L'été ces axes prennent des allures de route 66, l'hiver celles de la Sibérie. Ni village, ni grande ville, la ville Saguenay



(qui regroupe Jonquière, Chicoutimi et La Baie) est surtout une cité industrielle, très influencée par le style américain. Cependant les usines, quoique spectaculaires, paraissent finalement peu de chose dans l'immensité du paysage, et l'œil s'attarde plus sur la forêt que sur les cheminées.

La nature domptée devient pôle d'attraction touristique : nombreux sont ceux qui viennent s'émerveiller devant le Lac Saint-Jean et ses 30 kilomètres d'eaux profondes, ou devant la beauté du majestueux fjord Saguenay.

Le centre des villes est un peu différent. Dans la rue commerçante de Jonquière, quelques immeubles de pierre surplombent des fast-foods ou des bars sans âme, tandis que l'église néo-gothique fait face à une auberge imitant un château moyenâgeux. Le mélange des styles est généralisé : pas ou peu d'unité dans cette ville où la nécessité économique prend le pas sur une éventuelle sauvegarde du patrimoine architectural, de même que les barrages et le développement économique prennent parfois le pas sur la sauvegarde de l'écosystème.

Cela n'enlève que peu encore à la beauté de ces paysages, qui laissent plus d'un touriste bouche bée. ■

Majestueux, le fjord
et son mètre de glace
en hiver impose sa beauté
sauvage au Saguenay.

AU-DESSUS :
A La Baie,
les mobile homes
de pêcheurs restent
plantés sur la glace
de décembre à mars.

Le village des irréductibles francophones

Texte : Morgiane ACHACHE



Les Québécois sont très chatouilleux sur la défense de leur langue face à l'anglais : notre « week-end » se transforme chez eux en « fin de semaine », les panneaux de signalisation portent la mention « ARRÊT » et non pas « STOP ». Des anecdotes emblématiques d'une volonté farouche de défendre le français face à l'anglais, laquelle se traduit depuis les années 1970 par une politique volontariste de « résistance linguistique ». Mais le combat n'est jamais totalement gagné.

Les bus scolaires québécois, à l'allure très américaine, déploient le panneau « arrêt » et non pas « stop ». La Belle Province rechigne à employer des anglicismes.

Quiconque s'identifie ou s'intéresse à la francophonie ne peut ignorer les difficultés que rencontre le Québec, petite citadelle de la langue française dans un grand Canada majoritairement anglophone. Si l'Etat fédéral affiche officiellement le bilinguisme institutionnel, la prédominance de l'anglais y est manifeste, et la présence

du français de plus en plus précaire : en 2001, dans les provinces anglophones, le chinois a détrôné le français comme deuxième langue la plus parlée à la maison. Dans ce contexte, « *il est normal que nous nous défendions !* », proclame-t-on au gouvernement du Québec. « *Il faut préserver, protéger et renforcer le français au Québec. Nous sommes si peu face à*

275 millions d'Américains et à 20 millions de Canadiens anglophones », argumente Jacques Gosselin, directeur du Secrétariat à la politique linguistique du gouvernement.

En 1996, seuls 23,5 % des Canadiens étaient francophones de langue maternelle, l'immense majorité d'entre eux (85 %) étant établis dans la Belle province. Certes, au Québec même, la part des francophones a légèrement progressé depuis le début des années 1970. Mais ce n'est pas le cas à Montréal, encore moins dans le reste du Canada où la situation est bien sombre : les francophones n'y représentent plus que 2,9 % de la population, contre 4,4 % il y a trente ans.

Montréal : francophonie en baisse

Dans la riche province de l'Ontario, où vivent encore de 300 000 à 500 000 francophones, 39 % des locuteurs de langue maternelle française se mettent à utiliser l'anglais à la maison. Pour certains, la situation du français à Toronto, Winnipeg ou Vancouver s'apparente à une cause perdue : « *C'est un des clivages entre les deux principales formations politiques québécoises, les souverainistes du PQ et les fédéralistes du PLQ* », observe Jacques Audibert, le consul général de France à Québec. « *Les fédéralistes s'accrochent à l'idée d'un Canada bilingue, et s'attachent à défendre le français de l'Atlantique au Pacifique. Les souverainistes, eux, veulent concentrer leurs forces là où ils estiment qu'on peut encore faire quelque chose, c'est-à-dire évidemment au Québec.* »

Le Québec ressemble donc de plus en plus à un village d'irréductibles francophones, qui résistent encore et toujours aux anglophones qui « occupent » tout le reste du Canada. Une résistance particulièrement difficile à Montréal, la capitale économique de la Province – et deuxième ville francophone du monde –, où le français ne cesse de perdre du terrain : les francophones, qui étaient encore 61,2 % à Montréal-centre en 1971, n'y étaient plus que 55,6 % en 1996, et selon certains démographes, la barre fatidique des 50 % pourrait être franchie vers 2015. Dans la métropole du Saint-Laurent, il n'est pas rare de rencontrer un commerçant qui s'adresse spontanément à sa clientèle dans la langue de Shakespeare, voire qui ne comprend pas du tout

Vivre chez les cousins

SUR 40 000 ÉMIGRANTS QUI S'INSTALLENT CHAQUE ANNÉE AU QUÉBEC, 3 500 SONT FRANÇAIS, CE QUI PLACE LA FRANCE, ET DE LOIN, EN TÊTE DES PAYS D'ORIGINE DES NOUVEAUX ARRIVANTS. C'EST QUE LES FRANÇAIS DISPOSENT ÉVIDEMMENT DE NOMBREUX ATOUTS POUR ÊTRE ADMIS À S'INSTALLER SUR LES BORDS DU SAINT-LAURENT : LORSQU'ELLES SÉLECTIONNENT LES CANDIDATS À L'ÉMIGRATION, LES AUTORITÉS QUÉBÉCOISES PRIVILÉGIENT LES DIPLÔMES... ET LA MAÎTRISE DE LA LANGUE FRANÇAISE.

« Faire sa vie au Québec ». Ce slogan, figurant sur une carte postale distribuée en France par le gouvernement du Québec, donne un aperçu de la politique d'immigration menée par la Province dans l'Hexagone. Ainsi, le jour de la Saint-Valentin, un mot est adressé aux étudiants français de passage au Québec, pour leur vanter la relation particulière qui unit nos deux pays et les inviter explicitement à s'installer chez leurs « cousins d'Amérique » ! Tout un programme de séduction !

« *Entre 1997 et 2001, 11% des immigrants admis venaient de France* », précise Claude Fradette, du ministère québécois de l'Immigration. En nombre de « nouveaux Québécois », la France se place ainsi en tête, devant la Chine, l'Algérie et le Maroc. Les arrivants français sont favorisés par les critères de sélection pour les prétendants à l'immigration, le fait francophone étant très important pour obtenir un permis de séjour. « *Mais on ne se limite pas au critère linguistique, on prend aussi en compte les diplômes et la situation du marché de l'emploi dans le secteur du nouvel arrivant...* » nuance M. Fradette.

Si la communauté française est la plus nombreuse, elle ne se comporte pas comme les autres groupes d'étrangers. « *Vous ne trouverez pas de quartier ou de lobby français, comme on peut le voir avec les communautés asiatiques ou italiennes* », ajoute le fonctionnaire. D'ailleurs le phénomène de « ghettoïsation » est très minime en règle générale. « *Au Québec, et dans l'ensemble du Canada en général, on ne parle pas de xénophobie mais de xénophilie ! Et puis à Montréal que vous soyez là depuis 10 jours ou depuis 10 ans, c'est la même chose : vous êtes chez vous !* », reconnaît un chauffeur de taxi venu de Haïti.

La langue aidant, les Français n'ont donc aucun mal à faire le grand saut. « *Je n'ai pas de regret* », admet Jean-Luc, restaurateur depuis deux ans à Québec. « *Mis à part l'hiver long et rigoureux, nous nous sommes intégrés sans vraiment de problème !* » Les Français installés ici avouent dans l'ensemble qu'ils recherchaient un nouveau départ dans la vie. La « Belle province » est alors idéale pour les aspirants au changement, qui n'ont à affronter que dans une moindre mesure les difficultés de l'intégration (langue, mentalité...). Autre différence par rapport aux autres communautés étrangères : les Français s'installent plus facilement que les autres en dehors de Montréal. « *Seuls 71 % d'entre eux restent dans la capitale économique, contre 81 % pour la totalité de la population immigrée*, précise M. Fradette. *Ils n'hésitent pas à s'implanter là où ils ne pourront pas constituer de communautés d'immigrants. Autrement dit, ils font le choix de s'intégrer le plus vite possible.* »

Enfin, sur 100 Français arrivés au Québec dans les années 1990, 85 y étaient encore en 2002, alors que pour 100 immigrants, toutes origines confondues, ils ne seraient, la même année, plus que 76. « *Un taux de rétention record ! Quand un Français décide de venir chez nous, c'est souvent pour la vie...* »

NICOLAS BARRIQUAND

• • •

le français! Concrètement, un anglophone peut vivre au quotidien à Montréal sans parler un mot de français.

Une immigration forte

Cette situation est due en partie à l'influence de l'immigration : le Québec accueille chaque année 40 000 immigrants, pour une population de 7,3 mil-

lions d'habitants seulement. Certes, grâce à une politique volontariste de sélection des candidats à l'émigration, les nouveaux arrivants ne sont pas nécessairement anglophones (40 % d'entre eux parlent le français), toutefois certains débarquent à Montréal dans l'idée de s'établir « en Amérique », sans même savoir qu'il existe une province francophone en Amérique du Nord !

« Il est primordial d'aider les immigrants à apprendre le français », assène Guy Dumas, responsable de l'application de la politique linguistique du gouvernement. « Pour cela, il faut les obliger à envoyer leurs enfants à l'école française, à trouver un emploi en français », détaille-t-il.

C'est que l'influence de l'anglais est évidemment grande dans la vie quotidienne : « Il influe sur notre être, sur notre vie. L'anglais est très vivant chez nous », confie Jacques Gosselin. « Sur nos lave-linge, le mode d'emploi est en anglais. Sur nos consoles de jeu, tout se déroule également en anglais, car nous utilisons une plate-forme technologique américaine, différente de la plate-forme européenne, si bien que les éditeurs de jeu ne veulent pas traduire leur œuvres en français pour le seul marché québécois », précise-t-il.

Minoritaires, les résistants francophones se sentent également isolés : « Les Belges francophones peuvent s'appuyer sur la France pour le rayonnement de leur langue. Les Suisses germanophones sur l'Allemagne. Mais nous, nous sommes seuls ici face à l'anglais ! », se désole M. Dumas.

Et cela alors que les Canadiens anglophones sont réputés peu enclins à s'ouvrir à la langue de l'autre. « Les Ontariens, nos voisins les plus proches, ne parlent pas volontiers notre langue », observe Baptiste Foisy, un étudiant en communication qui travaille pendant l'été à l'accueil de l'office de tourisme de la ville de Mont-Tremblant, à l'ouest de Montréal. « Ils ne font aucun effort ! Ils nous voient comme de féroces indépendantistes et sont persuadés que les Québécois haïssent les anglophones ! », ajoute le jeune homme.

Promouvoir le français

Pour le gouvernement, cet antagonisme ne doit pas passer par un rejet de l'idiome de l'autre. « Notre politique ne vise pas à interdire l'anglais, mais à promouvoir le français : nous ne pouvons que nous féliciter de voir les Québécois apprendre l'anglais », précise M. Gosselin. « Le commerce extérieur, de toute façon, se fera toujours en anglais. On ne peut fuir cette réalité et il est donc normal d'apprendre cette langue, en tant que langue utilitaire. » « Ce qui compte, c'est que le français reste la principa-



Les plaques d'immatriculation québécoises marquent la volonté de se démarquer des autres provinces, en arborant la devise du Québec.

Des assocés pour « tomber en amour »

QUÉBEC-FRANCE DANS LA BELLE PROVINCE, FRANCE-QUÉBEC DANS L'HEXAGONE : DEPUIS 1968 CES DEUX ASSOCIATIONS CONSTRUISSENT UN SEUL ET MÊME RÉSEAU D'ÉCHANGES ET D'AMITIÉS AFIN DE « FAIRE CONNAÎTRE, COMPRENDRE ET APPRÉCIER LE PAYS D'EN FACE ». AVEC L'OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS DE LA JEUNESSE, UN ORGANISME BI-GOUVERNEMENTAL DÉDIÉ AUX 18-35 ANS, CES ASSOCIATIONS ENTENDENT RENFORCER L'AFFECTION RÉCIPROQUE QUE SE VOUENT LES DEUX COMMUNAUTÉS DEPUIS PLUS DE TRENTE ANS...

Des Montréalais découvrant les vendanges en Bourgogne ou dans le Bordelais, des Angevins en stage à Chicoutimi, des voyages « découverte », un accueil chez l'habitant : l'association Québec-France a à cœur de favoriser la rencontre et l'échange, sans négliger la réflexion de fond.

« Chacune de nos 24 structures régionales doit définir un "programme d'actions" thématique, comme la francophonie, la généalogie, les lieux de mémoire communs », souligne Richard Boisvert, haut fonctionnaire au ministère des Relations internationales du Québec et directeur général de Québec-France. « De façon générale, la langue française occupe une place de choix dans ces programmes, comme lors de la semaine de la francophonie », détaille M. Boisvert.

« De plus, 55 % des jumelages québécois sont réalisés avec la France, et les Français représentent la part la plus permanente de l'immigration », observe encore le directeur général, qui insiste sur « l'attachement tout particulier » qui unit les francophones de part et d'autre de l'Atlantique.

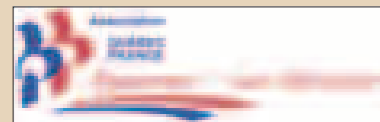
Avec une moyenne d'âge de 46 ans, pour 3 500 membres environ au Québec et 6000 en France, l'association tente aujourd'hui de se tourner d'avantage vers les jeunes. « Nous ne manquons pas dans nos rangs d'adultes d'âge mûr, qui comptent déjà plusieurs séjours en France à leur actif », relève Jean-Marie Perron, responsable de Québec-France dans la région du Saguenay-Lac Saint Jean. « Ce qu'il faut à présent, c'est intéresser les jeunes à ce qui se passe de l'autre côté de l'océan, car ils constitueront forcément l'avenir des relations franco-québécoises ».

Un credo partagé par l'Office franco-québécois de la jeunesse (OFQJ), émanation des deux gouvernements créé en 1968 et qui vise à offrir aux jeunes adultes, par le biais de stages en entreprises, de colloques ou d'organisation de spectacles, une « autre image de la France et du Québec, différente de celle qu'on se forge à l'occasion d'un séjour touristique ».

HÉLÈNE LEBON

← Sur le web :

www.quebecfrance.qc.ca/ (contact Saguenay : jean-marie@perron.qc.ca)
www.france-quebec.asso.fr/ (contact Bourgogne: pierre.georges@libertysurf.fr)
<http://www.ofqj.gouv.qc.ca/>



le langue identitaire au Québec », nuance son collègue du Secrétariat d'Etat. « C'est une différence importante : on peut utiliser l'anglais pour les affaires, tant que le français reste la langue qui fonde notre identité. Et cela, c'est sans doute fragile : qu'arrivera-t-il le jour où toute la population du Québec sera bilingue ? »

Pour défendre sa langue, le Québec s'est doté en 1977 d'une Charte de la langue française (ou loi 101), qui vise à « faire du français la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires ». La Charte affirme très clairement la primauté du français dans tous les domaines. « Elle oblige notamment tous les enfants du Québec à fréquenter l'école française, sauf ceux dont les parents ont reçu la majeure partie de leur éducation en anglais au Canada », souligne Guy Dumas. Cette législation s'applique en particulier aux immigrés, désormais contraints de scolariser leurs enfants en français, alors qu'auparavant ceux-ci étaient inscrits à 80 % dans des écoles anglophones.

La loi 101

Autre avancée majeure : la loi 101 a imposé l'affichage en français. Prix, menus, informations générales, tout est désormais indiqué à la fois dans les deux langues. De même, la charte prévoit que

Au-delà de la langue, Les Clubs Québec-France

Lorsqu'un établissement scolaire français met sur pied un échange avec une école à l'étranger, c'est le plus souvent sur une base linguistique, si bien que le Québec en est exclu. « Entre écoles françaises et québécoises, on peut pourtant nouer de nombreux partenariats culturels », affirme Jean-Marie Perron, le responsable de l'association Québec-France dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Pour remédier à cette absence, M. Perron a créé les « clubs Québec-France » : chaque école québécoise (du primaire jusqu'au niveau BTS) qui se dote d'une telle structure peut bénéficier de l'aide du réseau « Québec-France/France-Québec » pour trouver une école française partenaire et bénéficier d'un accompagnement pédagogique. Ainsi le cégep' de Jonquière s'est doté d'un tel club. Dans ce cadre il a noué un partenariat avec Typo pour créer « Typo Québec » au Saguenay. « Ces clubs représentent l'avenir des relations entre nos deux pays : c'est par le biais de la jeunesse que les francophones de part et d'autre de l'Atlantique pourront entretenir leur vieille amitié », assure M. Perron.

HADRIEN VINCENT



1. Cégep : établissement scolaire québécois qui accueille des élèves de 16 à 20 ans environ.

← Contacts : Québec France - Saguenay-Lac-Saint-Jean
 Jean-Marie Perron - 4671 St-Léonard - Shipshaw (Qc)
 Can G7P 1J4 - Courriel : jean-marie@perron.qc.ca/

Savoureux vocabulaire

LES QUÉBÉCOIS TIENNENT À LEUR SPÉCIFICITÉ FRANCOPHONE : ILS RECHIGNENT À EMPLOYER DES ANGLICISMES ET PARLENT UNE LANGUE FRANÇAISE BIEN À EUX, AU POINT QU'ELLE EN DEVIENT PARFOIS DIFFICILEMENT COMPRÉHENSIBLE POUR UN FRANÇAIS. LE TOUT PRONONCÉ AVEC UN ACCENT SI PARTICULIER !

Une habitude bien québécoise est d'employer du vocabulaire religieux en guise de juron. Ainsi pour manifester son énervement, sa frustration ou sa surprise, un Québécois s'exclamera « Tabernak », « Hostie », « Calice », « Ciboire », ou tout simplement « Christ » ! Quand il s'énerve, il « se met en Christ » (prononcer crisse), ou s'écrie « Maudit Christ » ! Cette habitude de « sacrer » (jurer) proviendrait du siècle dernier et s'emploie aujourd'hui davantage dans le langage populaire de la campagne.

En dehors de ces jurons, la liste des québécismes est grande : certains termes n'existent qu'en français du Québec, d'autres s'emploient des deux côtés de l'Atlantique mais n'y ont pas le même sens.

Blonde : femme	Québécois : ringard
Tabagie : bureau de tabac	Sucette : suçon
Jaser, placoter : discuter	Pot : marijuana
Bibites : bestioles	C't'écoeurant : C'est fantastique !
Toune : chanson	Char : voiture
Bleuet : myrtille	Liqueur : soda
Gosses : testicules	Bobettes : slip
Flots : enfants	Chaudron : casserole
Ecouter la télévision, un film... : regarder la télévision, un film.	

On retrouve dans ce vocabulaire québécois des expressions inusitées en France, issues du vieux français, et importées à l'époque des premiers colons. Ces derniers auraient également apporté le fameux accent québécois, qui correspondrait à la manière de parler des aristocrates français à l'époque de la colonisation. Cet accent varie selon les régions : à Montréal et parfois à Québec, il n'est pas très marqué, mais en dehors de ces villes, il s'entend plus nettement. Au point que certaines personnes se font difficilement comprendre d'un Français !

Les différences peuvent également porter sur certaines expressions de la vie quotidienne, ou sur la syntaxe. « Tantôt » désigne ainsi un moment indéfini, peu de temps avant ou après, et « Tu viens-tu au cinéma ? » se dit presque plus couramment que le classique « Est-ce que tu viens au cinéma ? ».

Les Québécois subissent différemment l'influence de la langue anglaise : s'ils écoutent des « tonnes » en guise de morceaux de musique (de l'anglais « tune »), s'ils « cleanent la table », s'ils emploient « définitivement » au sens de « tout-à-fait » (de l'anglais « definitely »), ils bannissent de nombreux autres anglicismes, courants en France. Ainsi les expressions anglaises sont le plus souvent traduites : un showroom devient une « salle de montre », un e-mail un « courriel », un « parking » un stationnement, et faire du shopping se dit « magasiner ».

Au cinéma, les titres de films sont également traduits, comme le dernier Matrix (« Matrix reloaded ») qui devient « Matrice rechargée », « Fast and Furious », rebaptisé « Rapide et Furieux », ou même « Pulp Fiction » qui devient « Fiction pulpeuse ».

Les Québécois ne sont pas pour autant de piètres anglophones : nombre d'entre eux parlent même un très bon anglais, sans pour autant délaisser le français.

Nos cousins d'Amérique ont sans doute beaucoup à nous apprendre pour protéger notre langue...

SAMUEL GOËTA



Le souci de préservation du français pousse même les Québécois à ne pas employer le mot « hot dog ».

le dossier médical d'un patient doit être rédigé par défaut en français, et qu'il ne le sera en anglais que sur demande express du malade.

Ces progrès ont été cependant entravés par l'adoption en 1982 de la Constitution canadienne, qui proclame le bilinguisme obligatoire officiel dans l'ensemble du Canada : depuis lors, les documents officiels du gouvernement québécois doivent être également rédigés en anglais. Selon Jean Dorion, président général de la société Saint Jean-Baptiste de Montréal – une organisation souverainiste fondée en 1834, très en pointe dans la défense du français comme « seule langue officielle au Québec », – cette Constitution a « affaibli la Charte », car elle a servi de base juridique à nombre de recours intentés devant la Cour suprême contre certaines dispositions de cette charte, notamment sur la scolarisation en français.

Rester vigilants

La société Saint Jean-Baptiste fait campagne pour un « véritable monolinguisme officiel, avec tout de même certaines exceptions dans la sphère privée ». « A l'hôpital, nous trouvons naturel que le personnel s'adresse en anglais à une vieille dame qui ne parlerait que cette langue. C'est une exception privée logique », argumente M. Dorion. « En revanche, nous pensons que les permis de construire doivent être rédigés exclusivement en français, même lorsqu'ils sont délivrés à des anglophones. Si l'on vous parle toujours anglais lorsque vous en faites la demande, vous n'apprendrez jamais le français ! C'est cette logique qu'il faut briser », ajoute-t-il.

Globalement, confirme Jean Gosselin, « nous avons fait des progrès depuis 30 ans. Le français ne s'est jamais aussi bien porté, mais il ne faut jamais s'endormir sur ses lauriers. Il faut rester vigilants ! » ■

Grands espaces : Attention danger !

Texte : Hélène LEBON

Vastes forêts, plaines à perte de vue, fjords et rivières : dans l'immense Québec, la nature est reine. Comme dans les autres pays industrialisés, elle n'est toutefois pas à l'abri de la pollution engendrée par les activités humaines. Un danger dont les Québécois ont au moins en partie pris la mesure.

L'hiver au Québec : un vent glacial, un thermomètre qui frôle les -50°C , et le sol qui gèle jusqu'à deux mètres de profondeur ! Un pays immense, peu peuplé – 5 habitants au km^2 , contre plus de 100 en France – où 70 % de la population se concentre le long du St Laurent. Dans de telles conditions, les Québécois ont développé un rapport particulier avec la nature.

« *L'hiver, tout est blanc, on ne distingue presque rien de loin. Maisons, arbres, tout se confond sous la couche de neige d'une pureté impeccable* », s'enthousiasme Emmanuel Colomb, qui organise des sorties « nature » pour les touristes dans la région du Saguenay-Lac St-Jean.

Pour lui, la saison hivernale est l'occasion d'excursions en raquette ou en motoneige, « *pour découvrir la forêt ou l'immensité du territoire, la fabrication d'igloos et la joie de nuits dans la neige* ».

En avril, la glace fond progressivement sur la baie des Ha-Ha, à La Baie.



La nature porte la marque de la faune : ici, des conifères après le passage de castors.



Une neige pas toujours pure

Malgré des chutes de neige extrêmement importantes, le Québec n'est presque pratiquement jamais immobilisé pendant les longs mois d'hiver : même lorsque plusieurs mètres se sont accumulés, une armée



de chasse-neige parcourent immédiatement les routes, y compris les moins fréquentées, pour permettre aux « chars » des Québécois de s'y aventurer. Une performance très coûteuse pour le ministère des Transports, et potentiellement dangereuse pour l'environnement. En effet le nettoyage des routes passe par l'application d'abrasifs et de fondants, substances chimiques destinées à diminuer la formation de glace et à limiter l'accumulation de neige.

La neige est ensuite aspirée sur la route par les chasse-neige, puis stockée dans des « décharges » à la périphérie des villes. Soucieuses d'éviter que les abrasifs accumulés dans ces dépôts ne contaminent l'environnement, les autorités de la province réglementent l'élimination des neiges usées.

« Il y a encore trois ans, la réglementation n'était même pas appliquée à Chicoutimi et les neiges étaient déversées directement dans la rivière, alors que c'était interdit », explique Emmanuel Colomb, guide-organisateur d'activités en plein air. « Aujourd'hui, la neige est stockée dans un dépôt doté de bassins étanches.

L'eau de fonte est ensuite déversée dans un bassin de décantation à fond argileux, qui garde les substances toxiques des produits utilisés pour le déneigement, tels que chlorure de calcium, sodium, mais aussi pétrole... » Enfin vient la phase de filtrage en surface, destinée à ôter les substances flottantes de ces eaux de fonte et de ruissellement.

Parfois, si la capacité du réseau et de la station d'épuration est suffisante, les neiges usées ou les eaux de fonte peu ou pas traitées sont déversées dans l'égout domestique. « Je pense que ces mesures ont été étudiées de manière à ne pas engendrer de conséquences sur l'environnement ; elles sont adaptées au Québec », conclut Normand Villeneuve, ingénieur-conseil en environnement.

LESLIE LHUSSIEZ

En ce mois d'avril, Emmanuel arpente avec ses clients les abords des lacs encore gelés, où les amas de neige tourbillonnent sous le vent. Les chemins qui longent les petites rivières en sous-bois sont bordés d'arbres que les castors ont sérieusement grignotés, causant des dégâts le plus souvent considérés comme irréversibles. Quelques mètres plus loin, on peut découvrir l'habitat du rongeur : un barrage assez impressionnant patiemment construit par l'animal. A la fois bûcheron, architecte, bâtisseur, le castor peut bouleverser la biodiversité de son milieu, à l'image de l'homme, puisque les activités humaines viennent aussi troubler durablement l'environnement...

Enjeux économiques...

Dans un pays qui recèle 3 % des réserves d'eau douce du monde – le réseau hydraulique du Saguenay-Lac Saint-Jean s'étend à lui seul sur 85 000 km² soit la superficie de l'Autriche –, et dont les forêts couvrent 700 000 km² – plus grand que la France toute entière ! –, la préservation des ressources naturelles que sont l'eau et le bois est un impératif qui requiert certaines précautions.

Ainsi, les industries du bois d'oeuvre et de la pâte à papier ont dû cesser, dans les années 1990, d'acheminer les billes de bois vers les usines en les faisant dériver à la surface des cours d'eau, car cette technique, dite du « flottage », était très polluante : « Le fond des rivières et des lacs se recouvrait d'écorces qui, en se décomposant, faisaient augmenter le taux de mercure », explique Normand Villeneuve, ingénieur-consultant en environnement à Alma, au bord du Lac Saint-Jean.

« La pêche et la baignade en ont parfois été interdites », ajoute-t-il. Sous la pression de l'opinion publique, le flottage a finalement été abandonné, mais le problème serait aujourd'hui déplacé : « Puisque tout le transport s'effectue par route, la pollution liée au pétrole s'est accrue », souligne Michel Belley, recteur de l'université de Chicoutimi et ex-président du CRCO, un organisme régional chargé de promouvoir le développement durable.

La prise de conscience écologiste a été longue à se développer chez les Québécois, estime M. Belley : « Jusqu'à une époque récente, les usines et les particuliers déversaient toutes leurs eaux usées directement dans les cours d'eau. Nous ne disposons d'un système d'égouts que depuis une vingtaine d'années ». Pour Normand Villeneuve, « le problème, c'est que notre espace est tellement grand que souvent la pollution ne se voit pas. C'est un obstacle à une prise de conscience écologiste ».



Même l'hydroélectricité – une technologie « verte » par excellence – n'est pas sans conséquence pour l'environnement : les très nombreux barrages hydroélectriques de la Province détruisent la flore et déplacent la faune, voire parfois les hommes.

Les industries lourdes, tels que la production d'aluminium, ont également beaucoup contribué à la pollution de la Belle Province. « Jusqu'à dans les années 1970, les vitres des maisons étaient noircies par les fumées des usines d'aluminium d'Alcan », se souvient Michel Belley. « Mais le vent a tourné depuis : l'entreprise a pris des mesures sérieuses pour limiter ses rejets, et aujourd'hui les vitres restent propres ! »

Changer les mentalités

En effet, depuis vingt ans, les usines ont été amenées à « traiter » leurs rejets. Ainsi, Alcan a installé dans ses cheminées un système permettant de filtrer les particules polluantes, de manière à ne pratiquement plus rejeter que de la vapeur d'eau. D'ailleurs le gouvernement impose chaque année aux entreprises de publier un rapport sur leurs activités : « la population est assez bien informée dans ce domaine », reconnaît Normand Villeneuve. « Le gouvernement et le personnel chargé de l'environnement tentent d'ancrer dans les mentalités le 3RVE, Réduction de la consommation, Réutilisation, Recyclage, Valorisation, Enfouissement », explique-t-il encore.

Quant à l'activité sylvicole, les rythmes d'exploitation seraient bien maîtrisés selon Michel Belley. « La forêt se renouvelle naturellement, pour peu qu'on la coupe judicieusement. Il suffit de bien calculer, en gardant à l'esprit qu'une forêt repousse en 120 ans »,

explique l'universitaire, en ajoutant que la coupe des épinettes est nécessaire à leur développement. Aujourd'hui les machines utilisées pour couper le bois sont de confortables monstres, capables de cadences phénoménales. Si bien que tous ne partagent pas cet optimisme : « Il y a sans doute eu des progrès, mais la forêt continue à être surexploitée », estime Jean Désy, un géographe qui a fondé une association de préservation des espaces boisés urbains à Chicoutimi.

« Pour le bois, il y a vingt ans déjà que l'on prédit la catastrophe. Certes la réserve est grande, mais je crois qu'on arrivera à la limite de ce que nos forêts peuvent supporter », renchérit Normand Villeneuve, qui précise que le sujet inquiète de plus en plus : « Heureusement, les manifestations se multiplient à ce propos, et un film, "L'erreur boréale", a même dénoncé cette exploitation outrancière. »

Activités de transformation

La conscience environnementale au Québec est certes récente, mais elle a permis depuis une vingtaine d'années, d'importants progrès. Actuellement, le Saguenay-Lac Saint-Jean, dont l'économie repose beaucoup sur l'exploitation des ressources naturelles, souhaite se tourner vers des activités de transformation de ces matières premières, pour se doter d'une économie à plus forte valeur ajoutée. Reste à savoir si ces nouvelles transformations seront, à leur tour, sources de pollution. Le tourisme en sera-t-il alors affecté ? Développement économique contre préservation de l'environnement, cette vieille dualité risque d'avoir encore longtemps la dent dure. ■

Avec ses 49 km de large, le lac Saint-Jean, complètement gelé jusqu'à mai, se confond avec la ligne d'horizon.

La ferveur du sucre

Texte : Mogiane ACHACHE



Appréciée de tous, petits et grands, la « tire » (sucette de sucre d'érable) se déguste dans l'érablière ou dans la rue.

Dans la Belle province, le printemps est la « saison des sucres », l'époque où on récolte la sève de l'érable. Par évaporation du précieux liquide, on fabrique le fameux sirop. En fin de semaine, les Québécois se déplacent en famille dans les « cabanes à sucre », pour déguster le nouveau millésime au son des violons. Le Québec produit, à lui seul, les trois quarts des 25 millions de litres de sirop fabriqués chaque année dans le monde, le reste provenant des autres provinces canadiennes et des États-Unis. Un commerce au bon goût de sucré, qui rapporte quelque 70 millions d'euros par an à la province.

La sève d'érable, qui sert à fabriquer le sirop, est récoltée exclusivement à la fin de l'hiver, aux mois de mars et d'avril. Une période très chargée pour Marc et son épouse, qui tiennent une petite exploitation de 500 érables à Sainte-Louise, à une heure et demie à l'est de Québec. Une sucrerie modeste, compa-

L'eau d'érable est portée à 114 degrés dans la cabane à sucre pour donner le fameux sirop.

rée aux 2000 arbres de l'érablière de Laterrière, près de Chicoutimi (la plus grande de la région du Saguenay Lac Saint-Jean), ou surtout aux dizaines de milliers d'arbres des immenses forêts productrices de la région des Bois-Francs.

Le temps des sucres

L'érable à sucre et l'érable rouge, les deux espèces exploitées par l'homme, se sont préparés toute l'année pour cette récolte : pendant la saison chaude, ils ont accumulé des réserves d'amidon, puis se sont « endormis » pendant le rigoureux hiver québécois. Au temps du dégel, après l'hiver mais avant l'apparition des bourgeons, l'alternance du gel nocturne et du dégel diurne crée un phénomène de pression/décompression qui fait monter l'eau du sol dans le tronc de l'arbre, pendant le jour. Cette eau, qui se charge de grandes quantités de sucre, issu de l'amidon emmagasiné dans le bois, est soumise à une pression importante : il suffit de percer un trou d'un centimètre de diamètre et de 2 à 3 centimètres de profondeur pour la faire jaillir. On insère alors dans cet orifice un chalumeau, c'est-à-dire un petit tuyau métallique, auquel on accroche un seau métallique de huit litres environ, appelé « chaudière ». Chaque arbre donnera ensuite de 35 à 50 litres de sève par saison, dont on tirera 1 à 1,5 litre de sirop.

Une découverte fortuite

Selon une légende, ce phénomène naturel aurait été découvert fortuitement par les Amérindiens : « Un jour, un chef iroquois provoqua, sans s'en apercevoir, un écoulement de sève en plantant sa hachette sur le tronc d'un érable », raconte Marc, assis sur un tronc d'arbre qui lui sert de tabouret. « Il partit à la chasse sans remarquer cette entaille. Mais pendant toute la journée, un liquide incolore s'écoula qui fut recueilli dans un bol en écorce de bouleau. Le lendemain, sa femme, prenant ce liquide pour de l'eau de pluie, s'en servit pour faire cuire un ragoût de gibier. La douceur de son plat fut une agréable surprise », poursuit-il. « C'est ainsi que les autochtones ont commencé à exploiter les érables : ils incisaient le tronc avec un tomahawk, puis inséraient un chalumeau de bois ou d'écorce. Mais leur récolte



LES MICRO-BRASSERIES, NOUVELLE TENDANCE DE LA BIÈRE QUÉBÉCOISE

Sur place ou à importer ?

Passé la porte, aucun indice tapageur ne marque explicitement la différence déterminante entre la Voie Maltée et une quelconque autre brasserie : ambiance feutrée, lumières tamisées et musique suave, toute l'atmosphère requise pour une soirée entre amis. Et pourtant... Cet établissement ouvert depuis près de cinq mois à Jonquière est l'un des rares au Québec où la bière est « faite maison ». Il aura fallu près de sept ans avant que Daniel Giguère, l'actuel propriétaire, anciennement commerçant en vin, concrétise ce projet. Avec ses employés, ils sont aujourd'hui quatre brasseurs à travailler le liquide amer, sans compter les serveuses. Cette micro-brasserie a su se développer à Jonquière, loin des grandes métropoles où il en existe déjà plusieurs du même type. Avant d'ouvrir son établissement, M. Giguère a dû procéder à une étude de marché et suivre une formation de 120 heures étalée sur trois ans. Et même si elles s'affichent allemandes, belges, ou hollandaises, à la Voie Maltée toutes les bières sont produites sur place. « Elles sont de type allemand ou belge, mais avant tout québécoises. Aucune importation ! », précise Michel Dufour, l'un des brasseurs.

Blanches, blondes, brunes, rousses, oranges et noires, les bières passent toutes par un procédé similaire, à base d'« eau de Jonquière » et de grains concassés. Le tout est mixé puis porté à ébullition, avant que n'interviennent les levures, qui diffèrent d'une bière à l'autre. La gazéification et la fermentation durent en moyenne 4 à 5 jours, entre 18 et 22°C. Les quantités et les coups de mains relèvent eux, de la recette magique, un secret maison jalousement gardé... Le phénomène est né il y a dix ans environ, et « il n'existe qu'une vingtaine de micro-brasseries au Québec », estime M. Dufour. Un concept sans doute amené à se développer à en croire ce brasseur, qui n'a eu recours à la publicité pour se faire connaître qu'à l'ouverture de son établissement. « Le reste, c'est du bouche-à-oreille », confie-t-il. Au final, le goût est agréable et travaillé, parfois insolite, et la gamme proposée offre un large choix, de quoi ravir un bon nombre de papilles !

HÉLÈNE LEBON

Dionysos en kit

AU QUÉBEC COMME AILLEURS, ON NE RECHIGNE PAS À OUVRIR UNE BONNE BOUTEILLE... CE QUI N'EST PAS FORCÉMENT BON MARCHÉ, DANS UN PAYS OÙ L'ÉTAT A LE MONOPOLE DE LA VENTE DES ALCOOLS. POUR CONTOURNER LE PROBLÈME, CERTAINS «FONT» LEUR VIN EUX-MÊMES, GRÂCE À UN PROCÉDÉ PEU ORTHODOXE ET ÉTONNANT.



L'alcool au Québec est un monopole d'État, une pratique plutôt surprenante pour un pays libéral ! Les seuls établissements autorisés à en vendre, bières et alcools forts compris, sont les points de distribution officiels de la Société des alcools du Québec (SAQ). La législation y est appliquée très strictement : aucune boisson alcoolisée ne peut être délivrée aux mineurs, sans quoi acheteur et vendeur sont passibles d'une forte amende et, pour le vendeur, d'une condamnation qui peut entraîner la fermeture de son magasin.

Les employés de ces magasins d'État ont, pour certains, un diplôme en œnologie, mais souvent la SAQ dispense elle-même sa propre formation à ses employés, y compris saisonniers. Dans les rayons « vin » des points de vente, il faut en effet pouvoir expliquer, conseiller, aiguiller le client dans un domaine où l'offre est beaucoup plus diversifiée qu'en France : Chili, Californie, ou Australie, tous les vignobles du monde sont disponibles, qui représentent de sérieux concurrents pour nos nectars... « Notre offre est à 50 % française, et donc nos ventes également », nuance le directeur de la SAQ de Jonquière. Le vin rouge représente les trois quarts des ventes, et on peut lire ici et là les grands noms de nos cépages les plus prestigieux, tels que Pommard, Vosne Romanée ou encore Montrachet. Problème pour l'amateur québécois de bonnes bouteilles : dans le cadre de la lutte contre l'alcoolisme (qui fait des ravages ici comme ailleurs, notamment dans les communautés autochtones), le vin, déjà cher car importé, est en plus fortement taxé, et se révèle donc prohibitif pour nombre de bourses. Pour contourner le problème, certains croient avoir trouvé la solution : ils font leur vin eux-mêmes ! À en croire la gérante de la « Cuvée des artisans », un petit magasin spécialisé dans ce domaine, « c'est plus authentique, plus économique, et parfois même meilleur ». On peut donc acheter le kit nécessaire, et chacun peut s'improviser vigneron : « c'est très facile, assure-t-elle, il suffit de suivre le mode d'emploi ». À la base de ce « vin » un peu particulier, une poudre, ou bien un concentré de jus de raisin californien, que la vendeuse

affirmerait presque être allée chercher elle-même à San Francisco. Dans une « cuve primaire » stérilisée, c'est-à-dire un gros saut en plastique, le vigneron amateur verse dans de l'eau chaude un sachet de poudre argileuse, brasse, verse le sac de concentré, ajoute les copeaux de chêne, puis à nouveau de l'eau, saupoudre de levure et remue doucement. Il ne reste plus qu'à couvrir et maintenir à une température de 18 à 24°C. Voilà donc pour la « fermentation première ». Pour la seconde fermentation, la stabilisation, la clarification et l'embouteillage, on se reportera de la même manière à la notice. Il est enfin suggéré de laisser mûrir son « vin » quelques mois. « À la bonne vôtre ! », peut-on lire en bas de la recette... Une telle technique fait frémir le directeur de la SAQ : « il faut savoir si l'on veut boire de l'alcool ou consommer du vin ! », s'agace le commerçant, qui ajoute que, dans son magasin, la gamme de vins proposés peut satisfaire tous les palais. Le vin en poudre n'est pas non plus du goût de Philippe Bertrand, un Français établi au Québec, sommelier de profession. « Le vin c'est toute une alchimie, tout un art, et non pas une potion pour apprenti sorcier ! », s'emporte-t-il. D'ailleurs, s'il reconnaît que l'alcool coûte un peu plus cher qu'en France, il souligne « le choix plus large, plus international », offert aux consommateurs québécois. Ceux-ci savent apprécier le précieux liquide, estime-t-il... Ainsi, après avoir testé le « vin à fabriquer soi-même », Jean-Marie, Québécois amateur de bonnes bouteilles, jura — oui mais un peu tard — qu'on ne l'y prendrait plus !

HÉLÈNE LEBON



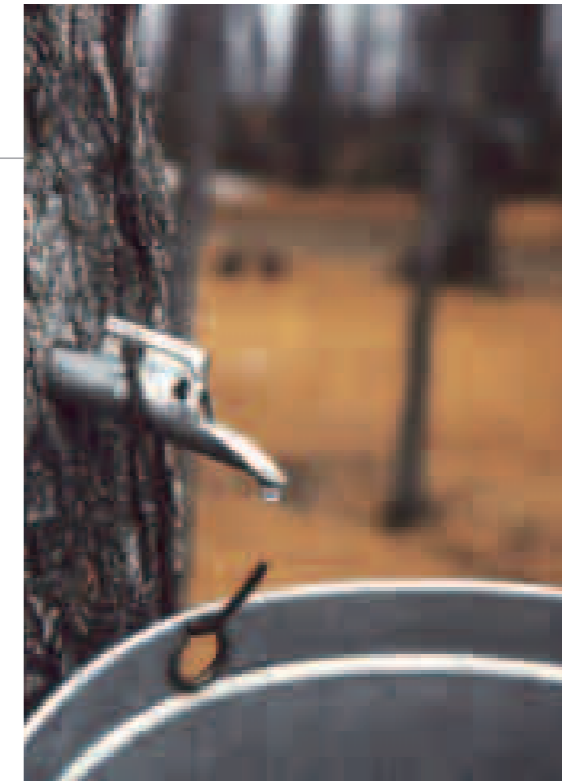
Tout le kit nécessaire pour fabriquer son « vin ».



... n'avait rien d'industriel, c'était uniquement pour leur consommation personnelle. » La récolte d'aujourd'hui s'étale sur un mois et demi, à raison de deux heures trois fois par jour. « C'est difficile de s'y mettre chaque jour ! », observe Marc, tout en courant d'arbre en arbre, son bonnet péruvien vissé sur le crâne et les bottes enfoncées dans les dernières neiges. « Chaque chaudière doit être vidée régulièrement, et nous en avons des centaines ! Pour nous faciliter la tâche, nous avons installé de grands récupérateurs en plastique, accrochés en hauteur, à différents endroits de l'exploitation », détaille-t-il. « Il nous suffit de vider les chaudières dans ces points de captage, et l'eau d'érable est acheminée automatiquement en contrebas, jusqu'au conteneur qui jouxte la sucrerie, par ce système de tuyaux qui serpente entre les arbres. Cela nous permet de réduire les distances. »

Cabane à sucre

Parvenue à la « cabane à sucre », en bordure de la forêt, la sève d'érable est introduite dans l'évaporateur, énorme récipient dans lequel on la fait bouillir jusqu'à l'obtention d'un sucre plus ou moins concentré. C'est autour de l'évaporateur que s'exerce l'art du sucrier, dans une bonne odeur de sucre chaud. L'attente auprès du feu est longue, mais vite comblée par le son du violon de Marc. C'est que la cabane à sucre est également un lieu de divertissement : on y vient en famille, le dimanche après-midi, chanter des airs traditionnels québécois autour d'un musicien déchaîné. Une attraction en voie de disparition, car la production s'est industrialisée, et qu'il ne reste que très peu de petites cabanes



à sucre, souvent plus touristiques que familiales. Pendant ce temps, dans les cuves semblables à des volcans en éruption, le sirop est presque à point. L'alchimie fascine toujours petits et grands : quand le sucre se gonfle et forme une espèce de mousse, tous les convives, les papilles aux aguets sur leurs tabourets de bois, se réjouissent : la « partie de sucre » peut commencer. Dehors, de la neige fraîche vient d'être étalée sur une planche de bois. La principale attraction est la « tire d'érable », du sirop bouillant étendu sur de la neige propre. Au contact du froid, le sirop chaud se durcit. C'est le moment d'enrouler cette pâte brune autour d'un bâtonnet, pour se confectionner une sucette. La friandise, très froide, est difficile à mâcher ! « C'écœurant », s'exclament les enfants, qui veulent dire par là, en bons petits Québécois, que c'est bien évidemment délicieux. »

Du sirop à toutes les sauces

Après la saison des sucres, le sirop se conservera toute l'année dans les foyers. On l'accommodera bien sûr avec des plats sucrés — en aromatisant des gâteaux, ou tout simplement en l'étalant sur du pain, des crêpes ou des « toasts dorés » — mais également salés, en préparant pourquoi pas une vinaigrette, un jambon à l'érable, un filet de poisson au jus d'érable, ou des pommes de terre cuites à l'eau sucrée... ■

☞ Le sucre d'érable sur Internet : <http://www.laroutedessucres.com/> <http://www.erable.org/> http://www.maple-erable.qc.ca/f_sirop.html/



CI-DESSUS DE GAUCHE À DROITE :

Les chaudières sont de plus en plus souvent remplacées par des canalisations reliées à la cabane.

Goutte après goutte l'eau d'érable remplit les « chaudières », seaux accrochés au tronc.

D'arbre en arbre, Gérard récupère le précieux liquide pour le transférer à la cabane à sucre.

Le « Québec libre » toujours d'actualité

Texte : Fleur TATHEREAUX et Nicolas BARRIQUAND

Dans les eaux américaines, la Belle Province navigue entre le Québec et le Canada.



Et si les mots « droite » et « gauche » n'avaient plus de sens en politique ? Bienvenue dans le système québécois, où le clivage entre partis se fait sur la question de l'indépendance. Un débat sous-jacent depuis plus de 35 ans mais toujours d'actualité et une notion, la souveraineté, qui a évolué au cours des années, structurent la vie politique de la province et enflamment épisodiquement les familles québécoises.

« **V**ive le Québec libre. » Le général de Gaulle pensait-t-il, en 1967, en concluant son discours depuis le perron de l'hôtel de ville de Montréal, que l'épithète qu'il avait accolée au nom de la province allait encore diviser le Québec en 2003 ?

Le Parti Québécois : souveraineté d'abord

Après le voyage gaullien, René Lévesque crée en 1968 le Parti Québécois (PQ), qui se donne comme premier objectif la « souveraineté » de la Province, c'est-à-dire son indépendance. Trente-cinq ans plus



Du perron de l'hôtel de ville de Montréal, le 23 juillet 1967, de Gaulle reprend à son compte les revendications des souverainistes.

tard, le paysage politique est toujours organisé autour de cette question : les souverainistes se rassemblent derrière le PQ, tandis que les fédéralistes se retrouvent dans le Parti Libéral du Québec (PLQ). À deux reprises, alors que le PQ était au pouvoir, la province fut en passe de conquérir son indépendance par la voie d'un référendum. En 1980, le premier ministre René Lévesque est désapprouvé par 59,6 % de la population, et en 1995, les souverainistes échouent de peu dans leur projet : 50,8 % des Québécois ne les suivent pas.

Au fil du temps, être pour ou contre l'indépendance n'a plus le même sens. « *La souveraineté est une idée qui change. Maintenant la question est de savoir comment veut-on que le Québec soit équipé pour faire face à la compétition dans le système mondial* », remarque Paul Crête, député fédéral du Bloc Québécois (voir encadré).

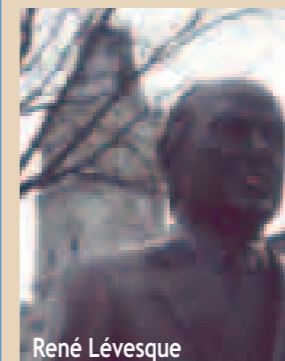
Balle au centre

Bien que le PQ soit souvent vu comme une formation légèrement à gauche et le PLQ légèrement à droite, la plupart des observateurs considèrent que les deux partis se situent au centre. « *Les luttes droite/gauche ont plutôt lieu au sein de chacun des deux partis* », confirme Paul Crête. Pourtant on peut noter quelques différences entre « péquistes » (membres du PQ) et libéraux, sur le plan économique notamment. Ainsi, tandis que le PLQ prône un désengagement du gouvernement dans l'économie et accueille avec enthousiasme le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA, un vaste marché « de l'Alaska à la Terre de Feu » prévu pour 2005), le PQ se montre plus réservé. Pour tirer avantage de cette libéralisation des échanges, estime-t-il, le Québec doit être à même de défendre ses intérêts face à la concurrence du reste du continent, et des États-Unis en particulier, et doit donc pour ce faire accéder à une pleine souveraineté.

AU NIVEAU FÉDÉRAL

Le Québec en Bloc

BRIGUER LE SUFFRAGE DES ÉLECTEURS, SANS POUR AUTANT SOUHAITER GOUVERNER, C'EST LA CONTRADICTION QU'ASSUMENT DEPUIS PLUS DE 10 ANS LES SOUVERAINISTES QUÉBÉCOIS AU PARLEMENT D'OTTAWA, LA CAPITALE FÉDÉRALE. ILS DÉFENDENT BEC ET ONGLES LEUR FOI EN UNE BELLE PROVINCE INDÉPENDANTE, ET POUR CE FAIRE, ILS ONT MÊME CRÉÉ, AU PLAN FÉDÉRAL, UN PARTI FRÈRE DU PARTI QUÉBÉCOIS (PQ, QUI LES REPRÉSENTE AU NIVEAU PROVINCIAL) : LE BLOC QUÉBÉCOIS (BQ).



René Lévesque

Créée en 1992, cette formation est née en réaction au « coup de force » du Premier ministre fédéral Pierre-Elliott Trudeau, qui fit adopter une nouvelle Constitution canadienne, issue de la loi britannique, contre l'avis des Québécois. « *Le BQ est né de ce mouvement de colère, pour porter l'idée souverainiste jusqu'à Ottawa* », explique Paul Crête, élu « bloquiste » à la Chambre des Communes. Depuis les dernières élections fédérales, en 2000, le groupe BQ comprend 34 élus sur un total de 301 sièges (dont 75 représentants du Québec), ce qui en fait le troisième parti du Canada, derrière le Parti Libéral (centre-droit, au pouvoir) et l'Alliance canadienne (droite populiste, opposition officielle).

Le Bloc, qui n'est présent qu'au Québec, ne peut mathématiquement prétendre à diriger le Canada, ce qui n'est d'ailleurs pas son objectif : « *Nous n'aspérons pas à jouer un rôle dirigeant au Canada, puisque nous nous sentons étrangers à cet État* », souligne Paul Crête. Le Bloc s'insère donc dans le système fédéral pour mieux en contredire l'application au Québec. Il est par ailleurs le seul parti d'assise provinciale à être représenté avec une telle ampleur au niveau fédéral. Entre 1995 et 1998, il a même joué le rôle d'opposition officielle (deuxième parti du Parlement). Mais « *c'était un accident de l'histoire, précise M. Crête, nous ne voulons pas représenter les Canadiens, nous avons juste deux préoccupations majeures : défendre les intérêts du Québec et promouvoir la souveraineté de notre pays* ». Mais le Bloc a subi un désaveu de sa politique en 2000, en perdant sept sièges à Ottawa. Depuis lors, la défaite du PQ en avril 2003 au niveau provincial n'a évidemment pas réconforté les souverainistes. Pour le PLQ (Parti Libéral du Québec, fédéraliste), « *on ne fait pas de la politique seulement pour s'opposer mais pour gouverner : le BQ arrive au bout de sa démarche* ». Il reste pourtant une dernière étape : accéder à l'indépendance.

NICOLAS BARRIQUAND

En France, ce type de panneaux

est réservé aux cirques. Au Québec, c'est l'homme politique qui s'y affiche.

• • •

Sur un autre dossier, celui des fusions forcées entre municipalités, les deux partis défendent des visions opposées. Le PQ a favorisé, pendant son dernier mandat au pouvoir, un vaste mouvement de fusion des villes, qui ont parfois eu lieu malgré l'opposition des dirigeants ou des citoyens locaux. Le PLQ, au contraire, a fait campagne (avec succès !) en promettant de « donner la parole aux citoyens » et, s'il le faut, de procéder à des « défusions ». Cette question des fusions/défusions a pris une place d'autant plus grande dans le débat national que, dans cette province si étendue, la politique locale a une grande importance aux yeux des habitants, même si la participation aux municipales n'est pas très élevée. Si



Hé, la gauche ?!

EN MARGE DU DÉBAT SOUVERAINISTE/FÉDÉRALISTE, L'UNION DES FORCES PROGRESSISTES (UFP) A PARTICIPÉ À SON PREMIER SCRUTIN LORS DES LÉGISLATIVES D'AVRIL DERNIER EN SE REVENDIQUANT « À GAUCHE » : AVEC 1,06% DES VOIX, ELLE EST DEVENUE LE QUATRIÈME PARTI DU QUÉBEC.



Qu'est-ce qu'être de gauche au Québec ? Voter PQ (Parti Québécois), considéré comme un parti de centre-gauche, revient avant tout à prendre position pour l'indépendance de la Province. « Nous sommes les seuls à défendre un vrai programme social », argumente Jill Hanley, candidate de l'UFP dans la circonscription d'Outremont, un quartier de Montréal. Les membres de ce parti réclament

une augmentation du revenu minimum car « si le PQ propose la semaine de quatre jours, il ne protège pas les revenus ». Ils entendent préserver le système de santé - qui suscite des débats passionnés - et l'école publique, et prônent l'arrêt des privatisations. Sur le plan économique, l'UFP est opposée à l'instauration de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), « un projet qui nous priverait de notre possibilité de déterminer nous-mêmes nos orientations économiques ». Enfin comme les autres petits partis, l'UFP fait campagne pour un scrutin proportionnel qui lui serait plus favorable. Aux dernières élections, pour sa première participation, ce parti, avec 1,06 % des voix, s'est classé quatrième, derrière le PLQ, le PQ et l'ADQ. « J'aurais voté pour eux, si le PQ n'avait pas été dans une situation si difficile », confie un Montréalais, en se faisant l'écho d'une opinion assez répandue. En effet cette formation séduit par son aspect jeune et dynamique. « Les membres de l'UFP sont très jeunes, beaucoup s'engagent pour la première fois », remarque Jill Hanley. Leur organisation est par ailleurs originale : le parti n'a pas de leader officiel, bien que l'intellectuel Amir Khadir soit considéré comme son chef de file. Enfin, pour les militants de l'UFP, la souveraineté n'est pas une fin en soi. Jill Hanley observe cependant que, « si l'indépendance peut nous aider à appliquer notre programme social, alors oui, on s'engagera pour la souveraineté ».

NICOLAS BARRIQUAND

l'abstention est en hausse lors de tous les scrutins, les partis comptent un grand nombre d'adhérents : plus de 150 000 Québécois, sur 7,3 millions d'habitants, sont membres d'une formation politique, soit plus de 2 % de la population – en France, ce taux n'atteint pas les 1 %.

Santé, éducation

Plus de 30 ans après la fondation du PQ, et après l'échec de deux référendums, la souveraineté n'est plus cependant l'unique objet de débat au Québec. Durant la campagne pour les législatives d'avril 2003, la question a d'ailleurs été presque totalement éclipsée par les difficultés du système de santé ou par l'éducation. Au final, la défaite des péquistes lors de ce scrutin, et leur éviction du pouvoir, ont porté un coup supplémentaire à l'hypothèse de l'indépendance. « Le PQ au pouvoir s'est focalisé sur son objectif souverainiste : il a fait uniquement porter ses efforts sur les électeurs qui lui ont manqué pour remporter le dernier référendum, c'est-à-dire les électeurs de Montréal. Les citoyens des autres régions, déjà acquis à la cause de la souveraineté, se sont sentis délaissés, et lui



en ont fait payer le prix lors du dernier scrutin », analyse Karl Blackburn, nouveau député libéral de Roberval.

ADQ, le nouveau venu

Pour le nouvel élu, l'indépendance est désormais « enterrée », du fait de la déroute des péquistes. À l'inverse, pour le député PQ de Chicoutimi Stéphane Bédard, « ceux qui pensent que le débat est fini se trompent ». Le fait est que, clos ou pas, le dossier, ouvert depuis plus de 30 ans, provoque une certaine lassitude dans la population. La percée de l'ADQ (Alliance Démocratique du Québec), parti qui, en renvoyant dos à dos PQ et PLQ, ne se veut ni fédéraliste, ni souverainiste, en est un indicateur. L'ADQ, fondée en 1994 par Mario Dumont – un jeune transfuge du PLQ qui jugeait ce parti trop inféodé au gouvernement fédéral d'Ottawa –, a obtenu 18,4 % des voix et quatre sièges le 14 avril dernier, dans un système électoral, majoritaire à un tour, qui laisse peu de place aux petits partis. D'autres formations minoritaires ont également participé au dernier scrutin : l'UFP, qui se dit de gauche (voir encadré), le Bloc Pot, qui axe son

projet politique sur la légalisation de la marijuana (ou « pot » en québécois) et les Verts, très anecdotiques pour l'instant. Par ailleurs la politique québécoise n'échappe pas à une mise en scène médiatique, qui s'est vérifiée en avril dernier. Les « trois grand chefs », Jean Charest pour le PLQ, Bernard Landry pour le PQ et Mario Dumont pour l'ADQ, n'hésitaient pas à poser quotidiennement avec leur conjointe à leur côté, un argument décidément très électoral. La femme du candidat Charest, actuel Premier Ministre, est rapidement devenue la coqueluche des médias, et répond désormais au doux surnom de « Michou » ! Une théâtralisation qui semble avoir un peu masqué les débats de fond. Mais au-delà des frasques médiatiques et des questions du moment, le malaise québécois se ressent encore. Si un nouveau référendum n'est pas à l'ordre du jour, « je mise sur huit ans pour avoir notre indépendance », confie Audrey, étudiante de 19 ans, qui porte fièrement un badge « Je suis souverainiste ». Et ses espérances sont largement partagées, surtout par les jeunes qui n'hésitent pas à rejoindre les rangs du PQ. Pour Paul Crête, « le Québec se cherche encore ».

Ambiance de victoire au quartier général du fraîchement élu Karl Blackburn. Son parti, le PLQ (libéral) est au pouvoir depuis avril 2003.

La communauté autochtone innue

Une nation en réserve

Texte : Nicolas BARRIQUAND

Au bord du lac Saint-Jean, un panneau indique : « Mashteuïatsh... réserve indienne ». Dans ce village de quelque 2 000 habitants, on ne trouve ni plumes ni totems bariolés. Seuls quatre tipis de béton marquent l'entrée de la bourgade, faite de maisons ordinaires et de boutiques souvenirs. Ici les Innus doivent tant bien que mal cohabiter avec leurs voisins, les « non autochtones » de la petite ville de Roberval : des deux côtés, les préjugés ont la vie dure. Alcoolisme et assistanat, spoliation des terres et négation de la culture indienne alimentent les rancœurs. Quelques-uns, optimistes, se battent pour résoudre le problème indien. Un texte, « l'approche commune », est actuellement en négociations.

Contrairement à ce que leurs noms pourraient laisser penser, Claude Boivin, Michel et Jean Germain ne sont ni Auvergnats ni Corrèziens, mais Innus, ou Montagnais en français, une des onze communautés autochtones du Québec. « Bien que nous ayons adopté les patronymes de nos colonisateurs, nous avons conservé notre identité, et le nom de notre peuple. En langue autochtone, Innu signifie homme » explique Claude, fier de faire découvrir sa culture. Plus que sur l'héritage (certains Innus sont descendants d'autres nations premières, Cris ou Hurons), l'identité de son peuple se construit autour de croyances, de rites, de traditions qui furent sérieusement menacées de disparition. Clifford Moar, chef du village de Mashteuïatsh, raconte l'époque où le pouvoir canadien voulait assimiler les Amérindiens, dont

il niait la culture. « Jusqu'à dans les années 1970, les enfants innus étaient placés de force en pensionnat, coupés de leur famille », se rappelle-t-il.

Claude, qui travaille aujourd'hui comme éducateur au centre jeunesse du village, a lui-même été victime de cette politique, qui lui a fait oublier un temps ses origines. Après avoir « erré » de boulot en boulot, cet enfant déraciné à l'âge de 6 ans a finalement renoué, à 35 ans, avec sa culture. « Je savais qu'il me manquait quelque chose : pendant toutes ces années, j'ai cherché ma manière de vivre, mes traditions. Mes années d'éducation catholique n'avaient pas pu tout effacer, on ne peut pas enlever ces choses-là. »

Depuis, la culture innue a été reconnue. Une école a été construite dans le village, et les jeunes ne sont plus enlevés à leurs parents. La langue autochtone

Claude Boivin
s'efforce de préserver
les traditions
de son peuple.

Clifford Moar, chef de Mashteuiatsh, appelle à la fin du « statut d'adolescent » des Innus pour une véritable responsabilisation.

• • •
– orale principalement – est enseignée, et diffusée sur la radio communautaire (écoutée par 80 % des villageois) au même titre que le français. Les Montagnais ont retrouvé le droit de pratiquer les rites, ce qui n'était pas le cas il y a une vingtaine d'années. Claude a ainsi aménagé autour de sa maison des cabanes tapissées de branches de sapin, « pour isoler le sol », un tipi encore blanc sur lequel il envisage de peindre des symboles, une « tente à suée » (sorte de sauna pour se « purifier ») où il se retire en été ; il s'adonne également à des rituels lors desquels il remercie le « créateur » (voir encadré). Ces rites, qui peuvent être perçus comme folkloriques, n'empêchent pas les Innus de profiter du progrès technique et d'être ouverts sur le reste du monde. Claude se déplace en auto ou en moto-neige, Internet a fait son entrée au village, et dans la rue, les jeunes interpellent le passant en



lui demandant son opinion sur la guerre en Irak. De son côté Michel, qui vit de son artisanat indien, raconte volontiers ses voyages en France et dans le reste de l'Europe. « *Je m'intéresse particulièrement à votre Révolution, confie-t-il, une période assez difficile à saisir.* » Son frère, Jean, a traversé l'Atlantique en 1984, pour les 450 ans de la découverte du Québec par Jacques Cartier.

Un statut d'adolescent

Au-delà de la question culturelle, les Innus réclament une évolution de leur statut. Les avantages sociaux qui leur sont accordés suscitent en effet parfois jalousie et incompréhension, si bien que certains Québécois voient en eux un peuple d'assistés, qui dépense l'argent fédéral dans l'alcool et la drogue. « *Les gens ont à l'esprit l'image de la grosse indienne saoule avec une bouteille à la main* », rapporte Fanny Valley, une étudiante en journalisme, sensible à la cause autochtone. Dans sa ville de Sept-Îles, au bord du fleuve Saint-Laurent, une réserve montagnaise côtoie la population québécoise. « *Les Blancs versent rapidement dans le racisme, et il leur est simple de trouver des arguments : les Indiens ont plus d'avantages sociaux que les autres.* » En effet, les autochtones bénéficient de nombreux avantages fiscaux – tout produit vendu dans une réserve est notamment exonéré de TVA – et perçoivent un revenu minimum (sorte de RMI) deux à trois fois plus élevé que pour le reste de la population. Les allocations familiales, largement perçues par des familles autochtones où il n'est pas rare de compter cinq ou six enfants par fratrie, alimentent encore les préjugés et les ressentiments de la part des non-autochtones.

Pourtant, la situation est loin d'être idyllique dans les communautés amérindiennes, où le revenu moyen est inférieur d'un tiers au revenu québécois. L'analphabétisme y est 4 fois plus élevé, la mortalité infantile 3,5 fois, et le nombre de suicides chez les jeunes autochtones est 6 fois plus important. À cela s'ajoutent les ravages de l'alcoolisme et de la toxicomanie. « *On trouve très facilement de la cocaïne au village, et même les mineurs s'improvisent dealers* », observe Cathy, assistante sociale dans une maison d'accueil pour toxicomanes au centre de Mashteuiatsh. « *Le taux de chômage atteint facilement les 60 %, les jeunes préfèrent ne pas parier sur l'avenir et c'est comme cela qu'on dérive* », analyse-t-elle.

Et puis, le statut des autochtones ne leur réserve pas que des avantages. Ainsi, si les Innus se voient octroyer des terres « réservées », ils n'en sont pas propriétaires : le gouvernement fédéral leur prête des terrains qui restent dans le domaine public. « *Quand vous ne pouvez pas devenir propriétaire de votre maison, vous n'avez pas droit à l'hypothèque et ne pouvez pas emprunter : c'est un terrible frein au développement économique* », explique le chef Clifford Moar. « *Ces lois font de nous des adolescents* », déplore-t-il.

« Pas de ces pouilleux chez nous ! »

Déjà perçus par certains comme des sauvages, les Innus, ainsi déresponsabilisés, deviennent aussi des fainéants aux yeux de leurs détracteurs. Claude, tout en cuisinant le caribou qu'il a chassé la veille, raconte cette anecdote caractéristique : « *Quand j'avais douze ans, un chum (un copain, ndlr) québécois de mon âge m'avait invité à passer quelques jours chez ses parents. Mais une fois devant sa mère, je me suis entendu dire "Nous ne voulons pas de ces pouilleux chez nous !" C'est resté gravé ici !* », conclut-il en se tapant le front du doigt.

Pour Fanny l'étudiante, les mentalités évoluent cependant, surtout chez les jeunes : « *Blancs et Innus créent des liens à l'école, je compte moi-même des Amérindiens parmi mes amis* », souligne-t-elle. « *Cependant les mariages mixtes, même s'ils ne sont pas mal vus, restent très rares, nuance-t-elle, et des bandes de 13-15 ans s'affrontent régulièrement à la sortie des bars, réveillant de vieux conflits.* » Pour le chef Clifford Moar, la solution passe par l'emploi. « *Nous ne voulons plus être des assistés, c'est à nous de nous prendre en main et cette émancipation passera par une indépendance sociale et économique.* » Le chef de la réserve sait qu'une telle indépendance devra un

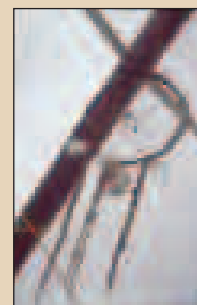
jour ou l'autre être financée par le prélèvement d'impôts auprès d'une population qui en est aujourd'hui totalement exonérée. « *Ce ne sera pas facile à faire accepter, mais c'est une étape nécessaire pour sortir de notre infantilisation* », assène-t-il.

Pour l'instant, le village est dirigé par un conseil de huit membres (dont le chef), élu pour trois ans, et dont le pouvoir se limite principalement à distribuer les subsides gouvernementaux, qui constituent 75 % de son budget. « *Mais là encore, nous ne sommes pas autonomes, car le gouvernement fédéral décide de l'affectation de 90 % de l'argent qu'il nous octroie* », soupire M. Moar. Certains Innus refusent ce système d'assistanat : Claude a ainsi préféré s'acheter une maison hors de la réserve, « *pour n'avoir de comptes à rendre à personne* ». Ainsi, 2 000 Indiens seulement vivent dans la réserve, pour 4 700 qui constituent en tout la communauté de Mashteuiatsh.

Une « approche commune »

Depuis 2000, une solution semble en vue. Les gouvernements du Canada et du Québec négocient depuis cette date, avec les représentants du peuple Innu, un projet d'« approche commune ».

Philosophie ou religion ?



Dans la tente dressée devant sa maison, Claude Boivin, indien innu, organise parfois des cérémonies religieuses avec ses amis : les Innus, installés en rond, y fument le calumet pour remercier leur « créateur ». « *Ce n'est ni un homme, ni un animal, mais quelque chose au-dessus de nous, qui a tout créé dans notre vie, dans la nature* », explique Claude. Par cet aspect monothéiste, ces croyances se rapprochent de la religion chrétienne. Lors de la colonisation, les missionnaires français furent d'ailleurs relativement bien accueillis en terre innue, où ils implantèrent largement le catholicisme. De nos jours, dans l'église catholique

de Mashteuiatsh, le Notre-Père est gravé en langue innue sur l'autel. Cependant, malgré l'assimilation forcée à la culture occidentale, pratiquée jusque dans les années 1970, les Montagnais ont conservé leurs rites et croyances. Ainsi, ils considèrent le monde comme la réunion harmonieuse de quatre composantes, une symbolique qui se décline de plusieurs manières : quatre directions, quatre saisons, quatre couleurs de peau (rouge, blanc, noir et jaune) représentées sur les « capteurs de rêves » (photo ci-dessus), ces objets fétiches que l'on suspend dans les chambres à coucher pour éloigner les cauchemars. Dans la symbolique innue, la forme du cercle revient également fréquemment, dans les représentations et objets : c'est la forme de la lune, du soleil, de la base d'un tipi, mais aussi du ventre d'une femme enceinte. Par ailleurs, ce peuple perçoit le monde à sa manière. « *En anglais ou en français, vous avez deux verbes de base, être et avoir, explique le chef Clifford Moar, alors que dans notre langue ce sont les verbes voir. Nous en avons deux, un pour voir ce qui vit et un autre pour voir ce qui est inanimé. Nous ne regardons pas de la même façon ce qui a été créé par le Créateur, tout être vivant mérite le respect.* » Pour les Innus, qui croient que le monde a été créé sur le dos d'une tortue, l'harmonie avec la nature est une règle de vie. Ainsi, ils n'ont longtemps pas compris que l'on puisse ériger des barrières autour d'un terrain. « *La terre n'appartient pas aux hommes, ce sont les hommes qui appartiennent à la terre* », une maxime qui ne fut jamais partagée avec les colons...

NICOLAS BARRIQUAND



Sur le tipi, encore blanc, Claude peindra bientôt des symboles de ses croyances. Pour lui, « *la terre n'appartient pas aux hommes, ce sont les hommes qui appartiennent à la terre* ».

Jean tanne la peau de l'animal qu'il a chassé quelques jours auparavant.



LES CRIS ET LE GOUVERNEMENT SIGNENT LA « PAIX DES BRAVES »

Des millions de dollars, et après ?

PENDANT PLUS DE 25 ANS, LE QUÉBEC S'EST OPPOSÉ À SES « PREMIÈRES NATIONS » À PROPOS DE REVENDICATIONS TERRITORIALES. MAIS DE RÉCENTS ACCORDS, SIGNÉS AVEC DEUX DES POPULATIONS AUTOCHTONES, SEMBLENT ANNONCER L'ENTERREMENT DE LA HACHE DE GUERRE.

En octobre 2001, le gouvernement québécois a conclu une entente avec les Cris, communauté autochtone comptant un peu plus de 12 000 personnes. Cette alliance à caractère économique, connue sous le nom de « Paix des Braves », vise à mettre fin à de longues années de conflit, en associant les autochtones au développement économique apporté par la construction de barrages sur leur territoire.

Le différend avec les Cris datait de la signature, en 1975, de la « Convention de la Baie James et du Nord québécois », par lequel ce peuple autochtone avait abandonné, en échange d'une centaine de millions de dollars canadiens, certains de ses droits sur un immense territoire d'un million de kilomètres carrés.

Cet accord avait ouvert la voie à la construction des premiers grands barrages hydroélectriques du Québec. Mais les Cris, estimant leur indemnisation insuffisante et s'indignant d'être tenus à l'écart du développement économique apporté par les barrages, n'avaient pas tardé à dénoncer l'accord de 1975, en se lançant dans de coûteuses procédures judiciaires pour réclamer plus de trois milliards de dollars de dédommagement aux autorités.

La « Paix des Braves » vise à apurer définitivement ce litige : elle prévoit la construction, au plus tôt en 2005, d'un immense barrage et d'une centrale dans le nord-ouest du Québec - un projet estimé à 3,8 milliards de dollars canadiens -, avec, en contrepartie, le versement d'au moins 3,5 milliards de dollars aux Cris, échelonnés sur 50 ans. De leur côté, les Cris, dont 8 000 devraient trouver un emploi grâce à ce projet pharaonique, acceptent de mettre un terme aux procédures judiciaires en cours.

« La Paix des Braves permettra la protection de nos terres et de notre mode de vie traditionnel, tout en mettant en valeur nos ressources naturelles », espère Ted Moses, le Grand chef du Grand conseil des Cris.

Depuis lors, en avril 2002, le gouvernement québécois a signé une seconde entente, cette fois avec les Inuits, une communauté de moins de 10 000 âmes établie dans le Grand Nord sur un territoire plus grand que la France. Sur le même principe, cet accord permettra la construction d'immenses barrages sur le territoire Inuit, en échange du versement, étalé sur 25 ans, de près d'un demi-milliard de dollars canadiens aux autochtones. « Si on fait beaucoup d'argent, ils feront beaucoup d'argent », résumait prosaïquement l'ancien Premier ministre québécois Bernard Landry au moment de la signature de l'accord. Reste à savoir si ces quelques millions en perspective peuvent régler des différends vieux de plusieurs dizaines d'années...

FLEUR TATHEREAUX

• • •
Pour le moment, seuls quatre des neuf villages Innu, dont Mashteuiatsh, se sont joints à l'initiative. Le maire de Roberval, la commune voisine, s'implique personnellement dans cette démarche, qu'il juge « nécessaire ». « Nous ne pourrons plus vivre longtemps dans l'indifférence. Les Innus, qui de par leur démographie seront de plus en plus nombreux, doivent devenir pour nous des partenaires », argumente le maire, Denis Lebel.

Dans le cadre du futur accord avec les Innus, l'élu local envisage de créer, sur les terrains qui seront cédés aux autochtones, une zone d'activités industrielles. « Cela fournira également des emplois à mes administrés », espère M. Lebel. « Tout le monde y gagnera ».

Outre l'agrandissement de la réserve, l'accord prévoit un transfert de compétences économiques, sociales et politiques au conseil du village, ainsi que la disparition de la notion de « terres réservées », au profit de « propriétés indiennes ». « Nous aurons peut-être notre souveraineté avant le Québec ! » ironise Clifford Moar.

Mais ce projet ne recueille pas l'assentiment de tous et ne se discute pas dans l'indifférence. Jean Tremblay, le maire de la ville voisine de Saguenay, dénonce « l'approche » au nom de « l'égalité des chances pour les vivants ». Autrement dit, il refuse de voir accorder des privilèges à une communauté dont il considère qu'elle appartient au passé. Un avis partagé par Russel Bouchard, un historien établi à Chicoutimi, qui incarne l'opposition à l'approche. « La nation montagnaise est morte depuis longtemps ! En France, vous n'accepteriez sûrement pas une remise en cause de l'universalité des droits comme le fait le traité. On ne fait un pays avec des privilèges pour certains ! », s'insurge-t-il.

De l'aveu même de ses partisans, l'approche commune ne règlera de toute façon pas tous les problèmes instantanément. Denis Lebel ou Clifford Moar, pragmatiques, misent sur une trentaine d'années pour voir la situation se stabiliser et se pacifier entre Blancs et Innus.

En attendant, Cathy s'efforce de faire de la prévention anti-drogue auprès des jeunes. Michel continue de faire découvrir sa culture à travers les objets qu'il fabrique. Et Claude, lui, apprend à son fils de 7 ans à tanner une peau de bête, pour que se perpétue l'identité innue. ■

Energie, aluminium, papier et tourisme

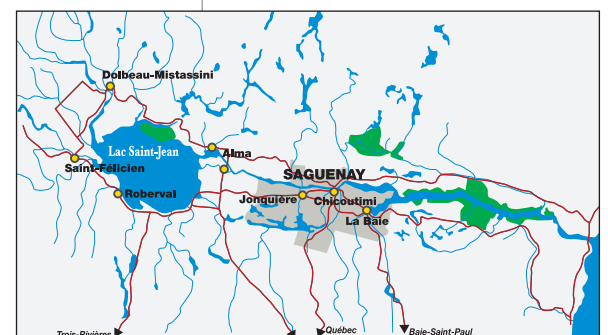
Au fil de l'or bleu

Texte : Fleur TATHEREAUX



Le Québec, dont le PIB est comparable à celui des riches nations suédoise ou danoise, a en grande partie construit sa prospérité sur l'abondance de ses ressources en eau: en dehors de Montréal et des centres urbains, où se sont développés les industries et le secteur tertiaire, la vie des régions de la Belle Province est rythmée par un million de lacs et 130 000 cours d'eau. Dans le Saguenay-Lac-Saint-Jean, hydroélectricité, aluminium, industrie papetière et tourisme ont tous l'« or bleu » pour point commun.

Une richesse essentielle
du Saguenay : l'eau, qui a permis le développement de l'industrie hydraulique.





Unique au monde, ce pont situé à Shipshaw, près de Jonquière, a été construit entièrement en aluminium : une création de l'aluminerie d'Alcan.

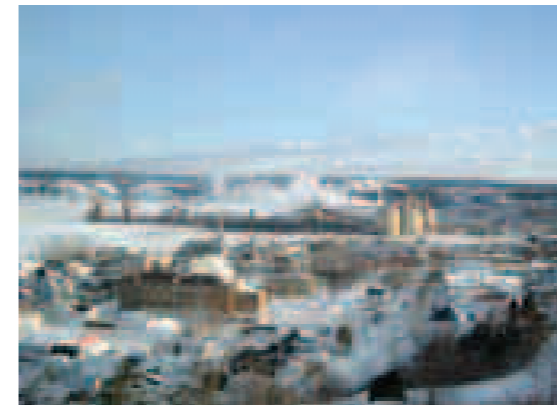
Sans eau, pas de chauffage, d'éclairage ou de télévision : au Québec, où plus de 90 % de l'électricité provient des barrages, l'eau c'est la vie. Le Québec est le quatrième producteur au monde d'hydroélectricité (le Canada dans son ensemble se classe au premier rang), une énergie fiable, économique et qui se dit respectueuse de l'environnement. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le courant électrique soit si bon marché pour le consommateur final, et que la plupart des Québécois se chauffent à l'électricité. Dans l'ensemble de la province, où 20 000 personnes vivent de l'électricité, on compte plus de 120 barrages. Ces immenses aménagements font désormais partie du paysage et ont entraîné la variation du niveau de nombreux plans ou cours d'eau, comme celui de l'immense lac Saint-Jean, dont la taille a considérablement augmenté depuis l'aménagement hydroélectrique de la région en 1926.

Hydro-Québec

La plupart des barrages sont exploités par la compagnie nationale Hydro-Québec, mais d'autres ont été construits pour les besoins propres des industriels. Ainsi dans la région du Saguenay, le géant de l'aluminium Alcan emploie 700 personnes dans le sec-

teur de l'électricité, et possède à lui seul six centrales hydroélectriques sur deux cours d'eau différents. L'une d'elles se dresse au bout d'une petite route, à quelques kilomètres de Jonquière. Un immense mur de béton, un bruit sourd d'eau en furie : c'est Shipshaw, 12 turbines de 50 tonnes, 64 mètres de chute d'eau, 6 tunnels de 183 mètres creusés sous la montagne, 646 000 mètres cubes de béton et 896 mégawatts de « puissance installée », c'est-à-dire suffisamment pour alimenter une ville telle que Montréal. Et pourtant Shipshaw n'est que la 12^e unité de production du Québec : la plus grande, la centrale « Robert-Bourassa » située dans le nord-ouest de la province, est six fois plus puissante ! « Bien évidemment, notre production ne s'arrête pas en cas de gel », précise Josée Tremblay, chargée de communication d'Alcan. « Durant notre rude hiver québécois, l'eau continue à couler sous la glace. La rivière ne gèle jamais à bloc, du fait du très haut débit. Ce qui permet aux turbines de continuer à tourner toute l'année. »

Le cœur de métier d'Alcan n'est toutefois pas la production de mégawatts, mais d'aluminium. Le paradoxe n'est qu'apparent : si le géant canadien de la métallurgie exploite ses propres barrages, c'est que d'énormes quantités d'énergie sont nécessaires à la fabrication de l'aluminium, par le biais de l'électrolyse.



Ce procédé mis au point à la fin du XIX^e siècle consiste, par un long processus, à transformer l'alumine en aluminium en la plongeant dans un liquide à travers lequel on fait passer un courant de très forte intensité. L'alumine est elle-même extraite de la bauxite, un minerai dont le Québec est totalement dépourvu, mais qu'il importe par cargos entiers : il faut quatre kilogrammes de bauxite pour faire deux kilos d'alumine qui donneront eux-mêmes un kilo d'aluminium.

« L'électricité est chère à transporter. C'est pourquoi il est plus économique de faire venir jusqu'ici le minerai, importé du Brésil, d'Afrique ou d'Australie, pour le transformer à proximité immédiate des turbines électriques », explique Steeve Gauthier, directeur général de la Société de la Vallée de l'aluminium. Il faut en effet 14 kWh pour un kilo d'aluminium, c'est-à-dire l'équivalent de ce que consommeraient 140 ampoules de 100 W allumées pendant une heure.

Un dixième de la production mondiale annuelle

Grâce à ses rivières, qui lui donnent son formidable potentiel énergétique et lui permettent d'acheminer à bon port des tonnes de bauxite, le Québec fournit ainsi 10 à 12 % de la production mondiale annuelle d'aluminium. Cette industrie, qui emploie directement près de 15 000 personnes, permet à la province d'exporter chaque année pour 4,5 milliards de dollars canadiens (2,8 milliards d'euros) d'aluminium. La majeure partie (85 %) de la production est exportée, notamment vers les États-Unis. Mais la région du Saguenay Lac Saint Jean a su conserver pour elle-même au moins 190 tonnes de ce métal coûteux... pour ériger, à quelques encablures du barrage de Shipshaw, le seul pont en aluminium au monde, un ouvrage unique de 120 mètres de long.

Les jardins de Sophie

CONTRAIREMENT À DE NOMBREUX JEUNES ACTIFS QUI DÉSERTEENT LEUR RÉGION NATALE POUR TRAVAILLER À MONTRÉAL OU À QUÉBEC, SOPHIE GAGNON, 28 ANS, A PRÉFÉRÉ CHANGER DE MÉTIER POUR RESTER VIVRE DANS SA RÉGION DU LAC SAINT-JEAN. AVEC L'AIDE D'UNE ASSOCIATION LOCALE, CETTE ANCIENNE GUIDE TOURISTIQUE GÈRE UNE FERME D'AGRICULTURE BIOLOGIQUE, UN CONCEPT ÉCOLO ET ÉCONOMIQUE ENCORE PEU RÉPANDU.

Pour réaliser leur projet, Sophie et son compagnon, amoureux des grands espaces, ont été aidés par le Regroupement Action Jeunesse (RAJ), une association pour les jeunes et par les jeunes de 14 à 35 ans. « Ce projet entre tout à fait dans le cadre de nos actions pour cette année, notamment la lutte contre l'exode des jeunes vers les grandes métropoles », observe Eric Dubois, président de la section « Saguenay-Lac-Saint-Jean » de cette association aidée par le gouvernement, et qui s'appuie sur un budget de plusieurs millions de dollars canadiens.

« Le RAJ a surtout favorisé notre période de pré-activité, en finançant nos premiers investissements », souligne Sophie. « Les amis ont été notre aide physique, bien nécessaire elle aussi ! », ajoute-t-elle. De fait, les deux jeunes gens n'ont pas compté leurs heures pour défricher et labourer les huit hectares dont leur avait fait don le gouvernement, et créer ainsi la troisième ferme bio du Québec ! « Nous avons travaillé comme les premiers colons », se souvient-elle. Aujourd'hui les terres sont exploitées à l'aide d'une débroussailleuse, d'un motoculteur et de quelques pioches, mais sans tracteur : ils sous-traitent les gros travaux mécanisés, faute de pouvoir investir dans du matériel lourd actuellement.

Sophie a également reçu le soutien d'une « communauté régionale » d'habitants « intéressés par l'environnement, qui ont mesuré notre effort et qui, à leur tour s'impliquent pour la nature », analyse-t-elle. En effet, tous ses poireaux, pommes de terre, tomates et autres fraises sont pré-vendus avant même d'être produits. « Mes clients s'engagent en début d'année à m'acheter un panier chaque semaine, dont ils élaborent le contenu à l'avance », explique la jeune femme, qui cultive la proximité avec ses clients en leur envoyant par courrier, chaque semaine de février à octobre, des recettes, informations et autres conseils pratiques. Formés uniquement dans des fermes traditionnelles, Sophie et son ami considèrent l'agriculture intensive comme « la fin du vrai, de l'authentique » et ambitionnent au contraire d'« enrayer la décadence du goût ». Ce qui les a incités à suivre « le courant holistique d'agriculture bio-dynamique », où les engrais résultent du savant mélange d'orties, pissenlits et bouses de vaches, et où l'on suit les cycles de la lune. Pour tout cela, les pionniers du bio au Québec sont contraints de se tourner vers des brochures qu'ils font venir... d'Allemagne. Le couple songe désormais à l'étape suivante : développer l'agro-tourisme et faire découvrir et partager leur amour pour la région, en hébergeant leurs clients à qui ils feraient déguster les produits de leur ferme. « C'est vrai, je ne suis pas seulement une fermière, mais également une chef d'entreprise, et aussi une mère de famille ! » sourit Sophie, qui élève deux enfants en bas âge. Pour l'heure, la ferme bio nourrit difficilement la famille, et le compagnon de la jeune femme doit cumuler un autre emploi. Comble de l'ironie, il travaille dans une usine d'aluminium, réputée polluante ! « Il y travaille à contrecœur, résigné, comme la majorité des habitants de la région », justifie Sophie. « Mais lui, c'est à titre temporaire. Et son revenu nous est encore malheureusement indispensable : dans le bio, les débuts sont difficiles. »

HÉLÈNE LEBON

Du bois à la feuille

À LA BAIE, AU BORD DU FJORD SAGUENAY, ABITIBI CONSOLIDATED, LE PREMIER PRODUCTEUR MONDIAL DE PAPIER, EXPLOITE LA PLUS GRANDE USINE DE PAPIER JOURNAL AU MONDE. 400 000 TONNES DE PAPIER SORTENT CHAQUE ANNÉE DE SES IMMENSES HANGARS, À L'ISSUE D'UN PROCESSUS DE FABRICATION QUI, DANS SON PRINCIPE, N'A GUÈRE CHANGÉ DEPUIS DEUX MILLÉNAIRES.

Une atmosphère étouffante, une odeur qui vous prend au cœur, des rotatives fonctionnant jour et nuit, été comme hiver, dans un bruit assourdissant : l'immense usine de La Baie a de quoi impressionner. Entièrement automatisé, le site est principalement géré depuis des salles de contrôle où les ouvriers scrutent la moindre anomalie sur leurs écrans d'ordinateurs.

Le processus de base de fabrication du papier est le même depuis plus de deux mille ans. Il comporte deux phases : la désintégration de la matière première dans l'eau, pour obtenir des fibres, puis la formation de feuilles lorsque cette suspension est répandue sur une surface poreuse adaptée, à travers laquelle l'excédent d'eau peut s'égoutter. Auparavant la fabrication du papier se faisait manuellement, à base de paille, de feuilles, d'écorce ou de chiffons. Aujourd'hui le processus est mécanique, mais les procédures essentielles, quoique plus complexes, restent les mêmes.

La première étape est la préparation de la matière première, c'est-à-dire dans 89 % des cas le bois (l'autre composant possible est la cellulose). Les fibres du bois sont désagrégées dans l'eau, soit par pression mécanique (à l'aide de disques ou de meules), soit par cuisson dans une solution contenant des agents chimiques. La pâte à papier est ensuite mise en forme en étant déversée sur de fines mailles métalliques, au-dessus d'un système de séchage, puis pressée entre deux rouleaux métalliques. Une fois formées, les feuilles de papier sont une nouvelle fois séchées, puis embobinées en rouleau de près d'un mètre de diamètre, qui seront expédiées jusqu'aux rotatives du *New York Times* ou du *Los Angeles Times*. En effet l'usine de La Baie exporte la totalité de sa production : 65 % de son papier journal part aux États-Unis, 35 % dans d'autres pays dont le Brésil.

Grâce à ses importantes ressources forestières – qui servent essentiellement à la fabrication de papier –, le Canada est le deuxième producteur mondial de pâte à papier avec 23,3 millions de tonnes en 1991. Mais il reste le premier producteur de papier journal avec 7 millions de tonnes par an.

MORGIANE ACHACHE



La précieuse eau québécoise est également indispensable à l'industrie papetière, qui emploie 34 000 personnes dans 60 usines de pâtes, papier et carton dans toute la Province. La sophistication des procédés modernes de fabrication n'a rien changé au processus de base : c'est grâce à l'eau que se désagrègent les fibres de bois, qui une fois étalées puis séchées sur une surface poreuse, donneront le papier. Du bois et de l'eau : la recette est simple en apparence, et explique pourquoi le Québec, doté d'immenses forêts et d'innombrables cours d'eau, est le premier exportateur mondial de papier journal. Ce qui permet au ministère des Ressources naturelles de la province d'affirmer sur son site internet que « des milliers de personnes à travers le monde lisent leurs journaux sur du papier québécois ».

Au Saguenay Lac-Saint-Jean, le géant du papier Abitibi possède ainsi plus de la moitié des forêts avoisinantes. Et c'est encore grâce à l'eau que, pendant de longues années, les billes de bois étaient acheminées depuis les forêts jusqu'aux usines, parfois sur 500 km : on les faisait flotter sur les rivières jusqu'à destination. Cette pratique a dû toutefois être abandonnée car elle entraînait

un dépôt d'alluvions au fond des cours d'eau, ce qui était dommageable à l'environnement.

Un attrait touristique

Enfin les cours d'eau québécois contribuent à la richesse de la Province par le biais de l'attrait qu'ils exercent sur les touristes : « Au début du siècle, le développement de la pêche a su attirer la clientèle américaine. Et même si l'attractivité de l'eau n'est plus si forte, elle continue à donner à notre région une image "sauvage". Nous jouons beaucoup sur cet atout », sou-



ligne Serge Plourde, en charge de la promotion du tourisme au Saguenay-Lac-Saint-Jean. A l'échelle de la région, les dépenses liées au tourisme ont augmenté ces dernières années. « Le côté nature-aventure est très bénéfique à l'économie touristique. Et même si la plupart des visiteurs sont québécois, certains événements attirent de plus en plus d'étrangers », précise M. Plourde. C'est le cas en particulier de la traversée à la nage du Lac Saint-Jean dans sa largeur (32 km), une compétition unique en son genre, organisée chaque mois de juillet dans les eaux de cet immense lac (par ailleurs totalement gelé en hiver !), et dont l'arrivée a lieu sous les acclamations de milliers de spectateurs.

Randonnées en raquette ou en traîneau à chiens, pêche blanche et tourisme du saumon : l'eau et la neige sont autant de moteurs pour le tourisme québécois. Sans oublier l'un des principaux atouts de la destination Québec, celui qui fait la réputation internationale du pays: le sucre d'érable. C'est en effet grâce à un phénomène hydrique naturel – la montée de l'eau dans les troncs des érables – que naît le mythique sirop, dont les trois quarts de la production mondiale sont issus du Québec.

Deux des moteurs de l'économie du Saguenay : l'usine d'aluminium d'Alcan (à gauche) et le géant du papier Abitibi, à La Baie (à droite).

Une terre d'accueil

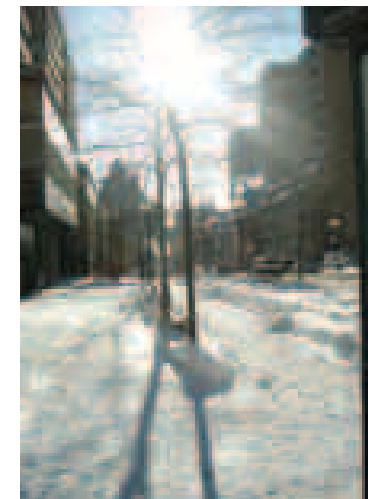
Texte : Leslie LHUSSIEZ



La plupart des immigrants s'installent à Montréal, ce qui incite les autorités à mener un politique de « régionalisation » des nouveaux arrivants.

Confronté à un vieillissement de sa population – 60 % des « Québécois pure laine » avaient moins de 45 ans en 2000, contre 80 % des immigrants –, et à un important exode des petites villes vers les grandes métropoles, le Québec cherche à attirer chaque année de nouveaux arrivants (environ 40 000 en 2003, selon les prévisions des autorités), de préférence francophones, jeunes, et désireux de s'installer dans les régions.

Pour lutter contre la concentration des immigrants à Québec et surtout à Montréal, les autorités de la province ont mis en place en 1996 une politique de régionalisation qui vise à fixer les nouveaux arrivants dans les quatre régions du Saguenay, de Rimouski, de Sherbrooke, de Trois-Rivières. L'objectif est d'arriver à attirer un quart des immigrants en dehors de Montréal. Cette politique a également pour but d'intégrer les nouveaux arrivants – venus d'Europe (23 %), d'Afrique du Nord (20 %), d'Asie Orientale (14 %), mais aussi du Moyen-Orient, des Antilles ou du reste de l'Afrique – dans un environnement francophone, ce que Montréal n'est pas forcément. Selon la constitution canadienne, la gestion de l'immigration est partagée entre les gouvernements fédéral et provincial : en 1991, un accord entre Ottawa et Québec a octroyé à la province francophone le droit de sélectionner environ 65 % des immigrants désirant s'installer sur ses terres. Les 35 % restants sont admis sur le territoire québécois par les autorités fédérales, au titre du regroupement familial ou du droit d'asile.



« La sélection des immigrants est très sévère : elle se fait en fonction du métier et des objectifs d'immigration de chacun, pour faire évoluer l'économie locale », précise Marie-Claude Verschelden, qui organise des activités socio-culturelles pour aider à l'intégration de ces « néo-Québécois ». « Les candidats à l'immigration subissent également un test de langue française, ce qui est très important pour tout le monde ici » ajoute-t-elle.

« Les aider à surmonter le choc culturel »

« Notre objectif est d'aider à une meilleure intégration des immigrants, de les aider à surmonter le choc culturel, surtout que depuis environ deux ans, beaucoup sont des Colombiens. Ils ont du mal à s'adapter au climat ! » Les nouveaux venus sont donc répartis dans les régions du Québec, et avec l'aide du gouvernement, trouvent un logement, s'inscrivent à l'assurance maladie et à l'aide sociale, avant de débiter

Hiver long, neige, basses températures, langue... autant d'obstacles qui attendent les futurs immigrants.

Gay-tolérance

EN MATIÈRE D’HOMOSEXUALITÉ ÉGALEMENT, LE QUÉBEC SE MONTRE RELATIVEMENT OUVERT AUX DIFFÉRENCES : MONTRÉAL DISPOSE D’UN « VILLAGE » (QUARTIER) GAI, ET LES ÉCOLES DONNENT DES SÉANCES D’INFORMATION POUR FAIRE COMPRENDRE AUX ADOLESCENTS QU’ON PEUT ÊTRE HEUREUX EN TANT QUE GAI OU LESBIENNE. TOUTEFOIS, DANS LA BELLE PROVINCE COMME AILLEURS, LES PRÉJUGÉS PEUVENT AVOIR LA VIE DURE, SURTOUT EN DEHORS DES GRANDES VILLES.



Dans la rue Sainte-Catherine de Montréal, ainsi que dans les rues adjacentes qui forment le « Village », les couples homos affichent leur amour sans peur des regards. « C’est le fruit d’une lente évolution, cela fait une dizaine d’années que l’on peut vivre tranquillement », estime André Paillour, journaliste à la revue gaie *Fugues*. « Il y a encore sept ans, les gais étaient attendus à la sortie des bars par des mecs violents qui voulaient “casser du pédé”. Il a fallu que les videurs s’organisent pour surveiller et que ça cesse, parce qu’à l’époque la police ne faisait rien », raconte Yves Côté, assistant social

dans une église du Village qui accueille les homosexuels. Depuis 2002, les conjoints du même sexe peuvent s’engager dans une « union civile », un système proche du mariage, sauf en ce qui concerne les adoptions d’enfants, toujours interdites. Dans les écoles québécoises, on apprend qu’être homosexuel n’est ni une tare ni une maladie, mais quelque chose qui n’est pas anormal. On encourage donc à la tolérance le plus vite possible... et il semblerait que ça marche : « Avant, les associations qui voulaient aller dans les écoles pour parler d’homosexualité aux jeunes devaient utiliser des moyens détournés, en passant par les infirmières scolaires par exemple. Aujourd’hui les commissions scolaires [équivalent des conseils d’administration, organes composés de la direction, de professeurs et de parents, ndlr] acceptent la présence des associations gaies dans les classes », ajoute Yves Côté. Des homosexuels hommes et femmes viennent donc dans les écoles dès le secondaire pour écouter et répondre aux questions des élèves qui ont parfois peur que « ça s’attrape ». Un livre québécois récent a par ailleurs apporté un nouvel exemple de cette ouverture d’esprit. « Philippe avec un grand H », de Guillaume Bourgault, est le premier ouvrage pour adolescents à relater la prise de conscience de sa différence par un jeune homosexuel et sa « sortie du placard » (coming-out) au lycée. Un pas de plus vers une meilleure information, vers la tolérance et la banalisation : « Et voilà que Philippe avec un grand H est là. Avec tant de naturel qu’on se demande comment il se fait qu’il ne soit pas arrivé avant », s’étonne Gisèle Desroches dans le grand quotidien montréalais *Le Devoir*. Les gais disposent également d’une ligne d’écoute téléphonique, pour parler de leur différence ou de leurs difficultés à la vivre. Les bénévoles de Gaie écoute, une ligne gratuite ouverte de 11 h à 23 h tous les jours de l’année, lancent par ailleurs régulièrement des campagnes d’information (affiches et tracts) dans les lycées et collèges. Par l’humour, ils condamnent l’homophobie qu’ils tentent de ridiculiser, comme en proclamant « Ceci est une tapette » sur des affiches décorées d’une tapette à mouches rose. De quoi faire réfléchir un peu...

HADRIEN VINCENT

...

l’apprentissage du français, pour ceux qui ne le parlent pas : « Nous leur apprenons le français pendant dix mois, lors de stages à temps complet, car le français est la base de la vie au Québec. C’est notre particularité et nous tenons à la garder », ajoute Mme Verschelden. Et, même si pour certains, cette période est trop courte pour acquérir une connaissance approfondie de la langue et être capable d’exercer un métier en contact avec la population, elle est tout de même suffisante aux yeux de la plupart des « élèves » qui suivent les cours.

La barrière de la langue

Maria-Elena, réfugiée politique colombienne depuis plusieurs mois, s’est heurtée à la barrière de la langue mais n’a pas renoncé au Québec pour autant. « Pour moi, le Canada est LA terre d’accueil, bien plus que n’importe où ailleurs, et le Québec est le carrefour du monde », s’exclame-t-elle. « Quand j’ai quitté mon pays, je suis d’abord partie en Espagne, à cause de la langue, mais aujourd’hui, je suis contente d’être au Québec car c’est mieux pour l’éducation des enfants, même si ma fille n’a pas pu encore me rejoindre pour des raisons administratives. Et puis on est mieux accueilli, mieux pris en charge. Et plus autonome aussi, une fois la barrière de la langue dépassée. » Cependant, Maria-Elena a eu tout de même quelques problèmes pour s’adapter, notamment à la rudesse de l’hiver : « Toute cette neige, au début, c’est amusant, mais après quelques mois, ça devient presque insupportable, surtout que dans mon pays, en Colombie, il ne neige pas. On ne s’attendait pas à ce que l’hiver dure si longtemps. En dehors de ça, on a eu également quelques problèmes à s’intégrer car on a pu ressentir une certaine méfiance des Québécois à notre égard. » Les immigrants passent en effet par trois phases d’adaptation à leur nouveau milieu, explique Mme Verschelden. Après une période d’euphorie – la neige ravit petits et grands, une nouvelle vie commence et tout semble merveilleux –, l’hiver commence à se faire long et les immigrants subissent un choc culturel. Enfin, vient la réelle période d’adaptation pendant laquelle ils s’intègrent petit à petit, tout en se remettant profondément en question, notamment en conservant ou non certains aspects de leur culture d’origine. Malgré ces difficultés, les demandes d’entrées sur le territoire sont nombreuses et c’est d’ailleurs pour cela qu’un accord sur l’immigration a été signé, le 10 avril dernier, par le ministère de l’immigration

« Pour moi, le Canada est LA terre d’accueil, bien plus que n’importe où ailleurs, et le Québec est le carrefour du monde. »

gration et par le président du Conseil régional de concertation et de développement (CRCDD), du Saguenay-Lac-Saint-Jean, à Alma. L’objectif de cette entente est de favoriser l’établissement durable, sur trois ans, de 600 immigrants dans cette région, soit environ le double des chiffres des années passées. Ce plan, qui vise plus largement à ce qu’un quart des immigrants québécois s’installent en régions, sera doté d’un total de 832 000 \$ (607 000 €) pour pouvoir augmenter les aides sociales et renforcer les structures d’accueil. Le ministère de l’Éducation, quant à lui, contribuera à la formation des élèves immigrants de niveau préscolaire, primaire et secondaire, dans le cadre d’un programme d’aide à l’apprentissage du français.

Cet accord permettra notamment d’augmenter la présence en régions d’immigrants dit « indépendants », c’est-à-dire qui débarquent au Québec avec un projet professionnel ou d’investissement, mais aussi de favoriser leur intégration culturelle, sociale et professionnelle en reconnaissant leurs apports économiques et sociaux dans la région où ils s’implantent. Aux dires de Réjean Bergeron, président du CRCDD à Alma, « cette belle réussite va permettre au Saguenay-Lac-Saint-Jean de poser un autre jalon dans sa lutte contre la baisse démographique. Pour la région, les nouveaux arrivants et arrivantes de toutes les origines constituent un précieux enrichissement, et un heureux mariage des cultures ». ■

Du bled à Montréal

C’EST L’AVENTURE QUI A CONDUIT HAMID BENHALLID, 28 ANS, JUSQU’AU CŒUR DE MONTRÉAL. SON ARRIVÉE AU QUÉBEC, À L’ÉTÉ 2002, A ÉTÉ POUR LUI LE « DÉBUT D’UNE NOUVELLE VIE », LOIN DU MAROC ET DE SES PROCHES. ORIGINAIRE DU PETIT VILLAGE DE SEFROU, À 30 KILOMÈTRES DE FÈS, HAMID N’AVAIT AUPARAVANT JAMAIS QUITTÉ SON PAYS, « MÊME POUR DES VACANCES ».

C’est en partie pour combler ses lacunes en français que le jeune homme, qui avait entamé des études universitaires d’informatique au Maroc mais les avait interrompues car il ne maîtrisait pas suffisamment cette langue, s’est tourné vers le Québec, où il avait déjà de la famille. « Ce pays était pour nous, de l’autre côté de l’Atlantique, un paradis, un rêve. Le secteur de l’informatique, en crise au Maroc, était alors en pleine explosion au Québec. Je suis donc parti à l’aventure : j’ai tenté ma chance ! » Une chance qui était bien au rendez-vous : jeune, sportif, spécialiste en informatique,

Hamid correspondait aux barèmes des services de l’immigration, qui prennent en compte l’âge, les diplômes et l’état de santé des candidats. En avril 2002, il dépose une demande de visa. « Je n’en ai rien dit à personne, de peur de ne pas être accepté. » Trois mois plus tard, il débarque à Montréal sans rien dans les poches. Dans un premier temps, il vit pendant près de six mois chez sa tante, qui l’a accueilli. « J’ai rencontré une jeune femme, je n’avais pas un sou pour lui offrir un verre ! », se souvient-il. Heureusement, le nouvel arrivant se trouve rapidement un emploi, dans une entreprise de bases de données informatiques. « Contrairement à mon pays, ici on trouve du boulot facilement. C’était mal payé, mais au moins j’ai pu quitter ma tante après quelque temps. » Aujourd’hui Hamid partage un trois pièces avec deux colocataires au-dessus d’une caserne de pompiers. La vie au Québec ne ressemble pas vraiment à ce dont il avait rêvé : « Ici, la vie est chère. Les prix paraissent bas sur l’étiquette, mais il faut toujours rajouter de fortes taxes ! Les loyers en particulier sont élevés. Si je ne fais



pas trois ou quatre heures sup’ chaque jour, je ne mange pas correctement à la fin du mois ! » Pour sortir de cette précarité, le jeune Marocain recherche un autre travail plus proche de ses compétences. « Le problème est que dans ce pays dit francophone, il est impossible de trouver un emploi dans le secteur informatique sans parler un anglais correct, et malheureusement, ce n’est pas mon cas... » S’il ne trouve pas rapidement un travail qui lui convienne mieux, Hamid retournera au Maroc. « Ma famille me manque beaucoup et ma vie ici devient même plus dure que celle au pays. »

MORGIANE ACHACHE

Hockey

Au pays de la crosse

Texte : Samuel GOËTA

Au Québec bien plus qu'en Europe, le hockey sur glace est « LE » sport national. Très loin de l'amateurisme, le hockey professionnel canadien brasse des millions de dollars et est devenu une véritable industrie qui envahit les médias et la société. Reste la tradition d'un sport ancien qui se transmet de génération en génération.



© MICHEL JOY

Comment parler du Québec sans évoquer son principal sport national : le hockey ? Bien sûr, ce n'est pas le seul sport pratiqué dans la Province : le base-ball, le curling (voir article) et le patinage artistique y sont bien implantés, mais c'est sans commune mesure avec le hockey. C'est un sport ancien : il est né au XV^e siècle en Écosse ou aux Pays-Bas puis a été exporté par les colons sur le Nouveau Continent. Ce sport s'est tout de suite imposé grâce à un climat favorable. Cette discipline est intimement liée avec l'histoire du Canada et du Québec. Et cela se voit dans les résultats : le Canada a gagné la médaille d'or aux jeux olympiques de Salt Lake City en 2002, et a remporté dans la foulée les Championnats du monde en 2003.

Difficile d'échapper à ce sport dans la Belle Province: le hockey s'impose jusque dans les expressions de tous les jours, comme « accrocher ses patins », qui signifie prendre sa retraite. Le cinéma s'est également emparé de la folie hockey : la série de films « Les Boys », qui en est à son troisième volet, a remporté le plus grand succès de l'histoire du cinéma québécois, en racontant l'histoire d'un club « dans une ligue de garage ». Le premier astronaute canadien, Marc Garneau, a emporté avec lui dans l'espace une crosse et un palet (ou rondelle) : tout un symbole !

La LNH : l'industrie de la tradition

Les professionnels actuels de la crosse, dont certains ont rang de stars, s'affrontent dans le cadre du principal championnat nord-américain: la LNH (Ligue nationale de Hockey), seule ligue professionnelle ayant subsisté parmi toutes celles créées au début du XX^e siècle. La LNH, créée à Montréal en 1917, regroupait seulement quatre équipes dont les célèbres « Canadiens » de Montréal. Elle voit s'affronter les plus grandes équipes des États-Unis et du Canada : les clubs jouent d'abord au sein de groupes régionaux, puis de deux « conférences » continentales, enfin les meilleurs accèdent aux phases finales, pour conquérir la récompense suprême, la Coupe Stanley.

Sur ce bol en argent, créé en 1892 par le gouverneur général du Canada, Lord Stanley de Preston, est inscrite la liste des joueurs et équipes l'ayant remportée depuis lors. Les prestigieux « Canadiens » de Montréal y figurent en bonne



© MICHEL JOY

place, pour l'avoir gagnée à de multiples reprises. La métropole québécoise voue un culte particulier à cette équipe, dont elle affiche un peu partout le symbole, un grand H imbriqué dans un C (H pour « habs », habitants, en hommage aux premiers habitants de la ville). Chaque boutique de souvenirs vend le maillot et des accessoires de l'équipe. Les « Canadiens » sont la fierté de leur ville, même si cette année ils n'ont pas accédé à la finale (playoffs) de la LNH.

Produits dérivés

La Ligue est devenue au fil des années un produit marketing très rentable : les retransmissions télé, les produits sous licence (jeux vidéos, vêtements...) ainsi que la billetterie lui fournissent des revenus très confortables, ainsi qu'aux clubs. Le salaire des joueurs est aussi très conséquent : Martin Brodeur, gardien des New Jersey Devils, engrange ainsi quelque 3,7 millions d'euros par an !

Règne de l'argent ou pas, l'ambiance est en tout cas au rendez-vous dans les tribunes : dans des stades immenses, les fautes, hors-jeu et autres engagements sont annoncés au son d'un orgue bien moins austère que celui d'une église, et dans les gradins les supporters enflammés créent une ambiance de fête. En toute logique, les rubriques sports des journaux québécois sont en majorité consacrées au hockey, et donc à la LNH, mais aussi à d'autres ligues, comme la ligue semi-pro du Québec. Les ligues amateurs sont aussi nombreuses. Le hockey féminin se développe grâce à des programmes de l'Association canadienne de hockey mais reste marginal : 0,5 % des Canadiennes de plus de quinze ans jouaient au hockey en 1998, selon « Statistiques Canada ». C'est peu comparé aux 12 % d'hommes qui pratiquent ce sport.

Le hockey commence même à s'implanter dans le Grand nord : le Nunavut, le territoire des Inuits, dispose de plusieurs équipes, dont les entraîneurs partagent le même rêve: «placer» un jour un de leurs joueurs en LNH. ■

Vitesse, vigueur et victoire caractérisent le hockey canadien, champion du monde et champion olympique.

Curling

La pétanque du froid

Texte : Samuel GOËTA

Sport quasiment méconnu en France avant qu'il ne devienne discipline olympique en 1998 à Nagano, le curling est bien plus développé au Québec que dans l'Hexagone, mais cette activité doit encore se populariser chez les jeunes.

« Sois plus précis ! Plus vite ! Oui, en plein dans le mille ! » Casquette vissée sur le crâne, légèrement penché sur la glace, les mains crispées sur les genoux, Camille Villeneuve, 76 ans, observe avec jubilation la pierre lancée par ses coéquipiers se placer au but, à la « maison ». « C'est un sport de minutie, de détail », explique le dynamique septuagénaire, inconditionnel du curling depuis 40 ans, capitaine de son équipe et figure du club « Kénogami » de Jonquière. « Et il me permet de voyager : toute l'année, je sillonne toute l'Amérique du Nord, pour me confronter aux meilleurs clubs. »

« C'est une activité très conviviale », renchérit Paul André, un autre vétéran du club. « Après les matches, les deux équipes se retrouvent pour boire un verre, même lors de compétitions importantes », précise-t-il. Voilà pourquoi Camille, qui s'est pourtant essayé à de nombreux sports,

« Brosser » la glace permet d'accélérer la glissade de la pierre.



considère le curling comme le plus beau de tous. Sport très ancien, qui tire ses origines du « kulling » pratiqué dès le XV^e siècle sur les lacs gelés d'Écosse ainsi qu'au Pays-Bas, le curling a pris sa forme actuelle au XIX^e siècle : deux équipes de quatre joueurs s'affrontent sur une piste glacée, en tentant de faire glisser une pierre de 20 kilos jusqu'à une cible représentée sur la glace et dénommée « maison ».

Le but du jeu est de placer une ou plusieurs pierres le plus près possible du centre de la cible, tout en empêchant l'adversaire d'y parvenir : les règles ne sont pas sans rappeler celles de la pétanque, même si les parties sont bien plus longues, de 2 heures à 2 h 30. Une fois la pierre lancée, deux « balayeurs », ou « brosseurs », équipés de chaussures aux semelles spécifiques, s'activent à accélérer la glissade de la pierre, en « brossant » la glace sur son chemin pour la réchauffer. Ce balayage très rapide confère un caractère particulièrement spectaculaire au curling. A l'autre extrémité de la piste, le capitaine – souvent le joueur le plus expérimenté – prodigue d'importants conseils aux balayeurs et au lanceur.

Bien implanté en Écosse, en Suisse et aux États-Unis, ce sport bon marché est pratiqué régulièrement par 750 000 à un million de Canadiens, dans quelque 1 200 clubs. Mais le curling est plus populaire dans l'Ouest qu'au Québec, qui ne compte que 80 clubs. Si ses pratiquants sont pour beaucoup des retraités, des sections « jeunes » se sont toutefois formées un peu partout, ainsi qu'une option « sport études » spécifique dans certains lycées.

Au niveau fédéral, le Canada reste une grande nation du curling : l'équipe messieurs, vice-championne olympique à Salt Lake City l'an dernier, a battu la Suisse en finale des championnats du monde en avril dernier à Winnipeg. Quant aux dames, elles ont conquis l'or olympique en 1998 et le bronze en 2002. ■

LA FOLIE MARA



■ Son principal thème

d'inspiration, c'est elle-même : Mara, sa vie, son œuvre ! « *Ce n'est pas par narcissisme, seulement c'est ce que je connais le mieux dans la vie, alors je peux en parler !* » explique-t-elle simplement.

L'artiste, musicienne dans l'âme – elle a fréquenté l'école de musique depuis l'âge de sept ans – prend régulièrement la route pour des tournées dans les communautés francophones du Canada, voire jusqu'en France, pour des festivals à Bourges ou Avignon. Le tout avec son violon, sa guitare, son micro et ses copines : une équipe de musiciennes et techniciennes, toutes liées par la même passion, car comme le souligne Mara, « *la musique c'est l'échange !* ».

Mara n'écrit qu'en français, sa langue, « *la langue la plus poétique du monde* ». « *Je n'ai jamais pensé à chanter en anglais !* », sourit-elle.

Quasi-absente des ondes, elle ne s'en étonne pas outre mesure. « *Ce que je fais n'est pas assez standardisé, mais finalement tant mieux si je ne suis pas diffusée, cela veut dire que j'ai un style propre, original* », s'exclame-t-elle. Dans ses chansons se bousculent l'environnement, la société et l'amour, sur des rythmes de country revisité et de rock réinventé, entre psychédélique et grunge. Les mots dénoncent, découvrent et dépeignent ses impressions. Convaincue que « *si on est capable d'aimer la nature, on est capable de s'aimer entre*

humains », Mara exhorte son public à « *protéger l'environnement* » !

L'inclassable chanteuse, qui a derrière elle de nombreuses années de scènes, dont six pour sa carrière solo, n'a guère apprécié le tapage orchestré au Québec autour de la Star Académie locale, dont la finale, le 20 avril, a été regardée par plus de 3 millions de téléspectateurs (sur 7 millions de Québécois !).

« *Le principe est dégueulasse, mais cette formation n'est pas mal* », concède l'artiste. « *Le problème est qu'une telle émission ne crée pas toujours des artistes, mais plutôt des curiosités qui ne font que ce que les gens aiment, et non pas ce dont ils ont eux-mêmes envie.* » Mara est pour sa part ravie d'être libre et sans réelles contraintes. « *Je choisis tout ! Quand on a des enfants, deux en ce qui me concerne, il faut connaître ses priorités ; j'ai trouvé les miennes.* » De ce fait la conquête du marché américain ne la tente pas, elle préfère se limiter à un petit café-théâtre où le lien avec son public est plus intimiste et honnête.

Mara Tremblay, fille spontanée, femme réfléchie... musique contrastée à papillonner à volonté... ■

Hélène LEBON

☛ Les albums de Mara Tremblay : « *Chihuahua* » (1999), « *Papillons* » (2001).
Site web : <http://www.maratremblay.com/>

Ambiance électrique, son unique, fille dynamique... Mara Tremblay, auteure-compositrice-interprète est, selon les critiques, loin des styles conventionnels. Sincère et passionnée, sur scène comme dans ses textes, à 34 ans elle entend bien mener sa carrière comme elle veut, et faire passer ses messages : du tout et pas n'importe quoi !

Loin des « Star Académies », Mara Tremblay enchaîne les scènes et cafés-théâtres sans pour autant être médiatisée.

Mes Aïeux

CROUSTILLANTS ANCÊTRES



■ « Le yâbe (le diable) est dans la cabane » pendant que l'oncle Prédi danse la gigue malgré ses 87 ans, et que la belle Margot se promène « en bikini près de la fontaine ». Ces personnages, et d'autres tout aussi loufoques, se croisent dans les textes de Mes Aïeux, groupe québécois survitaminé. S'ils étaient Français, ces cinq musiciens seraient sans doute étiquetés « Nouvelle scène », entre Sinsemilia et La Tordue. Dans leur dernier CD, « Entre les branches », sur des airs parfois traditionnels de violon ou de guitare folk, ils donnent un bon coup de pied dans l'image religieuse de leur province. Ainsi Jésus descend de sa croix pour une compétition de danse avec le diable, « il transpire même

de l'eau bénite » et dans la chanson « Juste et bon » un curé bien intentionné aide Octavie à relever son jupon. À côté de ces airs insolents, mais jamais vulgaires, le groupe « Mes Aïeux » aborde quelques thèmes moins légers comme l'alcoolisme dans « L'héritage » ou le suicide dans « Une vie de chien », où le quadripède est finalement le seul à ne pas mettre fin à ses jours. Mais ces cinq-là ne sombrent jamais dans le pessimisme. D'ailleurs sur la pochette de leur album, ils nous lancent : « on n'est jamais sortis du bois, mais si on lève la tête, on peut apercevoir la lumière percer à travers les branches... » ■

Nicolas BARRIQUAND

La scène musicale québécoise ne se résume pas à Céline Dion et Garou : dans un tout autre genre, certains artistes s'emploient à évoquer des questions de fond. Jean-Nicolas, alias AfroDziaK, un jeune de 24 ans de la région du Saguenay, produit ainsi du rap, loin des stéréotypes du genre, en abordant sans violence les sujets qui le touchent. Il souhaite maintenant percer plus largement sur une scène rap québécoise en pleine effervescence.

RAPPEUR DU GRAND FROID

■ Lorsque Jean-Nicolas et ses amis ont commencé à écrire du rap, il y a 10 ans, ce genre était quasiment inexistant au Québec : seules les productions américaines ou françaises, des groupes comme I Am ou la Fonky Family, parvenaient à percer réellement. Après des débuts quelque peu houleux, AfroDziaK a appris à travailler textes et rythmique, lors de longues répétitions en fin de semaine au fond d'un garage. « Je parle de ce qui me touche, comme la famille, la pauvreté, ou le star system », énumère le jeune homme, qui emploie souvent du vocabulaire typiquement québécois dans ses textes. « Mais lorsqu'un sujet me révolte, je tiens à en parler sans violence, et en développant des arguments ». Malgré de petits moyens, les morceaux sont de bonne qualité, et cela marche : son

dernier album « démo » a été largement diffusé par internet et à la radio. Le titre « L'emploi du temps » a notamment permis à AfroDziaK de se forger une réputation et d'émerger parmi la centaine de groupes de rap de la Province. « Dans ce titre, je compare les situations d'un jeune adulte sans revenu qui s'acharne à trouver un emploi et d'un Rmiste qui passe son temps à regarder la télé et à boire, et qui reçoit une rémunération sans rien faire. » Depuis 2001, les apparitions d'AfroDziaK se sont multipliées au côté de figures du rap québécois, comme Dubmatique, Muzion, Rainmen, dont les albums sont sortis en France. Jean-Nicolas est actuellement en contrat avec une maison de disques de Québec, qui doit coproduire son prochain album, intitulé « Réflexions ». La pochette de ce CD est

BRUNO PELLETIER... LOIN DU «TEMPS DES CATHÉDRALES»

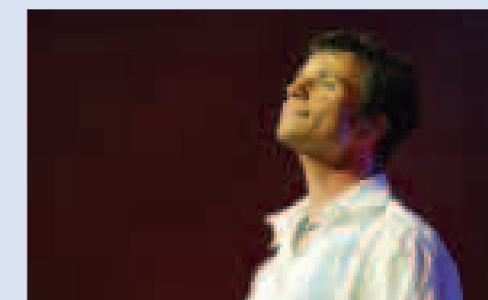
■ Mine de rien, cela faisait trois ans qu'il n'avait pas sorti d'album de chansons originales. « Je suis vraiment content d'être de retour. Ça fait trois ans que je recherche des chansons, j'en écris. Ça a été un long processus ! » En 2001, le chanteur s'est accordé une période sabbatique bien méritée pendant laquelle il a travaillé à d'autres projets, notamment au premier album de l'auteur-compositeur Richard Small, bien connu des Québécois. Mais il a pris également un certain recul face au monde artistique. « J'ai eu le temps de m'impliquer plus à fond auprès de la fondation canadienne Rêves d'enfant, qui comme son nom l'indique offre à des gamins malades la possibilité de vivre leur rêve, tout en soutenant leurs familles. Et il m'a fallu également laisser décanter la vague post «Notre-Dame-de-Paris». »

Désormais, Bruno se sent à nouveau inspiré. Dans « Un Monde à l'envers », il s'assure la collaboration de grands artistes comme Daniel Lavoie, Richard Seff, et même Charles Aznavour. On y remarque aussi un texte inédit de Léo

Ferré, « Le plus beau concerto », mis en musique par Michel Art Mengo. « C'est un album où je me suis éclaté et je suis allé au bout de ma folie musicale, quelque chose que je n'avais fait que sur scène auparavant. Je pense que c'est maintenant ou jamais ! J'ai 40 ans et c'est mon sixième album ! » Funk, jazz, piano et voix, un mélange qui rend ce nouvel album très vivant. Tout comme lors de ses concerts où se crée une réelle et flagrante complicité entre le chanteur, drôle à l'occasion, et le public. « Les gens se font une idée de ma personnalité à raison de trois ou quatre minutes à la télé ou à la radio. Mais seuls ceux qui viennent à mes spectacles ont une bonne idée de qui je suis. » Bruno entend bien se consacrer totalement à sa tournée québécoise et française. Et pour la suite ? « Jusqu'à maintenant, on m'a proposé deux projets en Europe. Des projets plus gros que Notre-Dame, avec des thèmes assez pesants, mais traités de façon légère, très variétés, et ça ne me plaisait pas. Je n'ai plus envie de faire quelque chose juste parce que ça va marcher... » ■

Morgiane ACHACHE

Avant « Notre-Dame de Paris », Bruno Pelletier s'était déjà fait un nom au Québec, lors d'un prometteur début de carrière personnelle. Le chanteur-réalisateur-producteur a sorti, en septembre dernier, son 6^e album : « Un monde à l'envers » reflète, selon lui, sa « nouvelle vision » de la vie.



© ERIKNE CHIGNARD/IFI

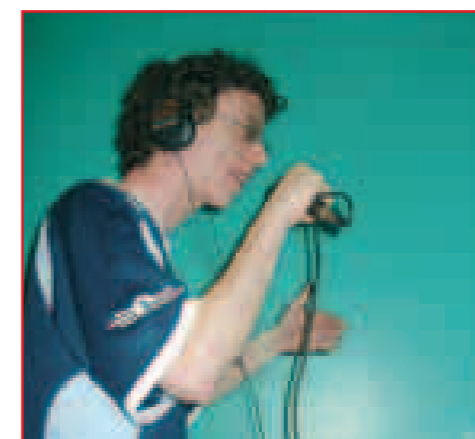
déjà prête : on y voit un homme se regardant dans un miroir, mais y apercevant un autre visage que le sien. « Le concept, c'est que j'ai voulu aborder des sujets dans lesquels tout le monde peut se reconnaître. D'où le titre « Réflexions » : je souhaite faire réfléchir et toucher une majorité de Québécois, avec des sujets simples et évocateurs », affirme le jeune artiste, par ailleurs étudiant en gestion.

Ce disque très attendu devrait le faire découvrir du grand public, adepte ou non du hip-hop, et lui permettre d'être distribué dans les bacs et d'être plus largement diffusé à la radio, où le rap a d'ores et déjà acquis une place de choix. Car au Québec comme ailleurs, ce genre compte de nombreux adeptes chez les adolescents, qui souvent en adoptent les codes vestimentaires. Toutefois, souligne Jean-Nicolas, « le milieu artistique profession-

nel a du mal à nous accepter dans ses rangs. C'est un monde où subsistent de nombreuses barrières ». ■

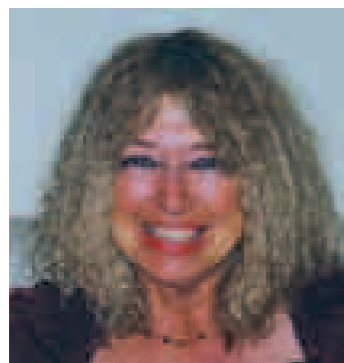
Samuel GOËTA

Site Internet : www.foelife.cjb.net/



« Faire réfléchir et toucher une majorité de Québécois, c'est l'enjeu de ma musique », confie Jean-Nicolas.

DANIELLE DUBÉ, ENTRE LE MONDE ET L'INTIME



■ « *J'ai beaucoup à apprendre du monde qui m'entoure, c'est d'ailleurs ce dont je me nourris pour enrichir la matière de mes livres* », confie Danielle Dubé, écrivain, journaliste et professeure de journalisme à Jonquières. Son premier ouvrage, « Les Olives noires » – lauréat en 1984 du prix Robert-Cliche, qui distingue le premier roman d'un auteur québécois –, se déroulait en Espagne quelques années avant la fin du régime franquiste et incriminait les abus de pouvoir, tant publics que privés. « Dans chacun de mes livres la politique a toujours été un support important, car je pense que tout est lié, la vie privée, la vie professionnelle comme l'image que les autres peuvent percevoir de nous », confie l'écrivain. Une philosophie qui se retrouve d'ailleurs dans son deuxième roman « Le dernier homme » (1991), qui narre le drame d'une journaliste frappée d'amnésie et qui remet en question la mémoire collective.

Plus tard, dans « Un été en Provence » (1999), elle s'essaie à l'écriture à quatre mains, avec son confrère et conjoint Yvon Paré. Leur récit de voyage commun livre, sur un ton très journalistique, les points de vue de deux écrivains, qui s'accordent et se complètent pour donner un tout objectif et personnel à la fois.

Enfin dans « Le carnet de Léo » (2002), Danielle rend surtout hommage à son père, décédé en 1998, dans un livre plus proche du récit intime que du roman. Ce qui ne l'empêche pas de faire parfois appel à son imaginaire et de prendre ses distances avec la réalité.

Domage que, à ce jour, seul le premier roman de Danielle Dubé ait été édité en France. « C'est une situation malheureusement classique: les éditeurs français connaissent et s'intéressent trop peu à la littérature québécoise », déplore-t-elle. ■

Leslie LHUSSIEZ

PIERROTS FÊTARDS

Au cœur du vieux Montréal, le bar à chansons « Les deux Pierrots » fait monter l'ambiance presque chaque soir depuis 29 ans, grâce à des musiques populaires, connues et aimées de tous. Une institution du monde de la fête, dans une ambiance francophone et (pas trop) alcoolisée...

Ambiance festive dans l'une des « boîtes à chansons » les plus en vue de Montréal.



■ « *Quelle est la gang [la bande] la plus en forme ce soir ?* » lance au micro le chanteur. « *La gang du rez-de-chaussée ? De l'étage ? La gang venue de France ou du Nouveau-Brunswick ?* » Car on vient de loin pour écouter les artistes qui se produisent aux « Deux Pierrots », la notoriété de ce bar dépassant de loin les frontières de Montréal. Du rock au folk en passant par la variété francophone, de Louise Attaque à Sting, chaque soir, groupes ou artistes solo animent avec fougue et une bonne touche d'humour les soirées des étudiants et des

moins jeunes. Ceux qui fêtent leur anniversaire ne sont pas oubliés : l'artiste leur dédicace un morceau, ou les invite à venir vider leur bière sur scène.

Les Deux Pierrots, c'est aussi cela : faire la fête entre amis, avec souvent une bonne dose d'alcool. Mais sur ce point les Québécois sont bien plus prudents que les Français : ils prennent rarement le volant après une soirée trop arrosée. Le fêtard rentrera en taxi, à pied, en métro, ou bien dormira dans sa voiture pour ne pas rentrer ivre. ■

Samuel GOËTA

LE RETOUR DU 7^E ART

Le cinéma québécois s'est fait remarquer cette année au Festival de Cannes : « Les Invasions barbares », de Denys Arcand, y a raflé le prix du meilleur scénario et celui de la meilleure interprétation féminine pour la jeune Marie-José Croze, mettant ainsi du baume au cœur d'une cinématographie pas toujours connue ni reconnue au-delà des frontières.



Les Invasions barbares

ou la mort de Rémy, prof d'université, soixante-huitard, blanc et hétéro. Sortie en France le 24 septembre.

■ Dix-sept ans après

« Le déclin de l'Empire américain », son plus gros succès public, et en reprenant les mêmes personnages savoureux et truculents, Arcand réalise un historique doublé, et lorgne désormais vers les États-Unis, où « les Invasions » vont être largement distribuées, sous-titrées en anglais: un succès sans précédent dans l'histoire – d'ailleurs assez courte – du cinéma québécois.

Le 7^e art est né en effet assez tard dans la Belle province, avec un retard de près de trente ans sur la France et les États-Unis. Il a été marqué dès les années 1930 par l'influence du cinéma français, puis par les bouleversements de la Seconde guerre mondiale. « Pendant de nombreuses années, notre cinéma a eu de grandes difficultés à s'implanter sur son propre marché », explique Bruno Philip, directeur de la photographie à Montréal. En 1956, l'Office National du Film, organisme gouvernemental chargé de soutenir l'industrie privée, transférait son siège d'Ottawa à Montréal: un symbole de la reconnaissance d'une entité francophone au sein de cet organisme. Cette transformation profitera au cinéma québécois enlisé dans un trop long marasme: celui-ci ne redressera la barre

qu'en 1960, en pleine Révolution Tranquille. Aujourd'hui, le cinéma québécois est toujours à la recherche d'une identité, d'une culture et d'un public. « Ce cinéma est jeune, et il ne voyage que pour les festivals. Pour prendre l'exemple du marché français, il y est inexistant ! Et en fin de compte, un film québécois n'a que peu de spectateurs, c'est réellement dommage ! », estime Patrick Bouchard, jeune réalisateur de film d'animation. Au Québec même, la part de marché du cinéma local oscillait entre 10 et 12 % ces dernières années, loin derrière les productions hollywoodiennes omniprésentes.

Cependant, depuis quelques années, la production locale a marqué des points avec des films comme « Elvis Gagnon » de Pierre Falardeau, cinéaste indépendant engagé, « Jésus de Montréal » de Denys Arcand, ou il y a plus de vingt ans « Maria Chapdelaine » de Gilles Carle avec Carole Laure, qui furent de grands succès, y compris en France pour ces deux derniers... Le cinéma québécois semble plus que jamais jaillir d'un sommeil devenu bien trop long. Maintenant à nous de l'accepter dans nos salles ! ■

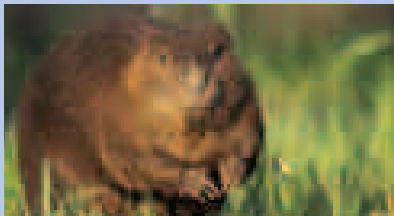
Morgiane ACHACHE

Français d'origine

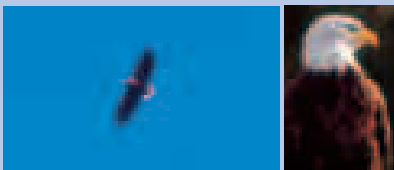
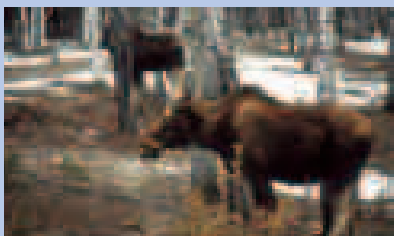
Bruno Philip dirige la photographie pour des films québécois.



Poils et plumes



© A. SOULLIARD/M. GRENET



DR

© ERIC SYPHESE



■ LE CASTOR, BÛCHERON AUX DENTS LONGUES

Plus gros rongeur de l'hémisphère nord, il se confine dans les forêts de conifères. Contrairement à son cousin européen, le castor d'Amérique du nord construit des huttes et des barrages, fidèle à sa réputation de bûcheron. Il a par ailleurs joué un rôle déterminant dans l'histoire du Québec : c'est pour faire commerce de sa fourrure que les Européens sont venus s'installer en Nouvelle-France au XVII^e siècle, puis qu'ils ont exploré le reste de l'Amérique du Nord jusqu'au lac Supérieur et à la Baie James. Pour le remercier de sa contribution – mortelle pour lui – à la colonisation, les Canadiens ont représenté le castor sur certaines de leurs pièces de monnaie et timbres-poste.

■ L'ORIGNAL, PLEIN D'ÉLAN

L'élan, ou orignal en québécois, est le plus grand des cervidés, avec des mâles atteignant 2,30 m au garrot et 800 kg. Célèbre pour ses bois palmés qu'il perd en hiver, l'animal vit seul, sauf à l'automne où il se retrouve en horde afin de livrer de violents combats de mâles. Des frontières de l'Alaska à Terre-Neuve, le Canada compte 500 000 à un million d'orignaux, que la colonisation a poussés à s'installer dans des régions où ils étaient absents. Les gardes forestiers veillent maintenant à éviter des zones de surpeuplement, qui entrave la régénération de la forêt.

■ LE PYGARGUE, L'AIGLE À TÊTE BLANCHE

Le majestueux rapace à tête blanche – et symbole des USA – est le plus gros oiseau de proie du Canada. Doté d'une vue trois à quatre fois plus puissante que celle des humains, cet oiseau de deux mètres d'envergure et pouvant peser sept kilos se construit des nids de plus de deux mètres de diamètre ! Mais le prédateur volant, qui fut trop longtemps une proie pour l'homme, est désormais menacé de disparition. Il a déjà disparu de certaines régions.

■ LE CARIBOU, COMPAGNON DU PÈRE NOËL

La plupart des Québécois ne connaissent le renne, ou caribou, ou encore « xalibu » en langue Micmac (« celui qui creuse pour sa nourriture ») que par son effigie sur les pièces de 25 cents. Pourtant le roi du Grand nord vit dans une aire géographique immense, la plus grande de tous les animaux de la Province. Avec ses jambes courtes et ses pieds larges, qui lui permettent de longues migrations, même sur sols enneigés, il constitue l'exemple extrême de l'adaptation des cervidés aux grands froids. Durant les années 1960, les autorités ont craint une extinction de l'espèce, qui en 50 ans était passée de plus de 2,5 millions de membres à 350 000. Mais la tendance s'est inversée, avec des effectifs actuels de 1,3 million. Le caribou est apprécié pour ses bois extrêmement développés, ou en ragoût... (si, si !)

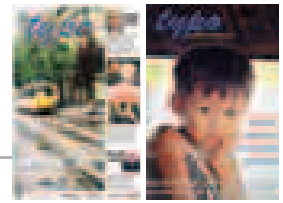
■ LE LOUP, PAS FORCÉMENT MÉCHANT...

Craint ou haï, le loup fait partie du paysage du nord québécois, et les paniques qu'il déclenche lorsqu'il est aperçu sont souvent infondées : on n'a pas souvenir au Québec d'un loup qui ait attaqué un humain. La position du gouvernement face à ce mammifère, redouté à tort, a évolué : s'il octroyait une prime pour l'abattage d'un loup jusqu'en 1973, il préfère désormais indemniser les dommages causés au bétail.

Peu dangereux pour l'homme, le loup du Québec, qui se déplace en horde hiérarchisée, reste un véritable ennemi pour l'orignal, et il sait se faire discret : son pelage, plus clair, est plus adapté aux milieux enneigés.

■ L'OURS, PAS EN PELUCHE

Le Québec a aussi ses ours : blancs au nord, sur la banquise, et noirs au sud, dans les forêts. L'ours noir trapu et massif, pesant en moyenne 135 kg, a la réputation de s'inviter à l'improviste dans les campements des parcs nationaux. Encore vénéré par les tribus autochtones, ce mammifère est désormais chassé de manière très réglementée, à l'automne seulement. Quant à l'ours polaire, avec un poids entre 600 et 800 kg, il est le plus grand prédateur terrestre du Cercle arctique, et la terreur des phoques annelés. Si cette espèce n'est pas en voie de disparition, sa situation est jugée préoccupante du fait de l'empiétement de l'humain sur son habitat, de la présence de polluants chimiques dans ses proies, et désormais du réchauffement climatique qui réduit un peu plus son lieu de vie.



Typo, multimédia lycéen francophone d'information

Ce *Typo Extra Muros Québec* est le troisième numéro spécial de Typo après « Roumanie : les grands chantiers » (2001, 20 pages) et « Entre modernité et traditions, les paradoxes du Vietnam » (2002, 24 pages). Il s'inscrit dans une politique de rencontre journalistique de l'autre, au sein de la francophonie.

Typo, c'est une action de presse lycéenne de l'académie de Dijon, soutenue par son recteur Josiane Attuel. Depuis janvier 1999, cette expérience donne aux lycéens des quatre départements bourguignons un espace d'expression libre et responsable. Ainsi, ils conçoivent des articles, des séquences télévisuelles visibles sur le site www.e-typo.org et une page mensuelle dans les quatre titres de la presse quotidienne départementale – *Le Journal de Saône-et-Loire* (71), *Le Bien Public* (21), *Le Journal du Centre* (58), et *L'Yonne Républicaine* (89) – partenaire à part entière de cette initiative unique en France.

Ainsi, grâce à ce partenariat professionnel, les écrits journalistiques de ces jeunes sortent de l'anonymat du journal de lycée. Lus potentiellement par 500 000 personnes, jeunes ou moins jeunes, leurs mots, photos ou illustrations trouvent là un lectorat, un sens, un poids et une reconnaissance. De par cette large audience, l'acte d'écrire n'est plus anodin : les jeunes sont vite amenés à comprendre qu'ils doivent être responsables de leurs écrits. Les membres de l'équipe sont aussi amenés à travailler en temps réel, en couvrant par exemple les quatre premiers salons de l'Éducation à Paris...

France Telecom, autre partenaire, apporte son savoir-faire technologique.

Cette expérience n'existerait pas sans le soutien actif du recteur et de son service d'éducation aux médias qu'est le Clemi (Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information). Typo a aussi bénéficié de l'aide financière de la DRAC, des villes de Chalon-sur-Saône, Dijon, Nevers, et de la Direction départementale de la Jeunesse et des Sports de la Nièvre, du Fonds francophone des Inforoutes, de la Fondation de Varenne, et pour cette mission, de la « régionale » Saguenay-Lac-Saint-Jean de l'association Québec-France et l'Office franco-québécois de la jeunesse (OFQJ), ainsi que du groupe France Territoires Magazines.

L'école, quant à elle, joue pleinement son rôle d'écoute, d'initiatrice, d'accompagnatrice. En éduquant les élèves, par ce type d'action, aux médias, elle participe activement à leur formation de citoyens. ■

Prochaine mission et prochain *Typo Extra Muros* en 2004 : le Maroc.

400 ANS DE NATIONALISME QUÉBÉCOIS

De la Nouvelle-France au Québec moderne

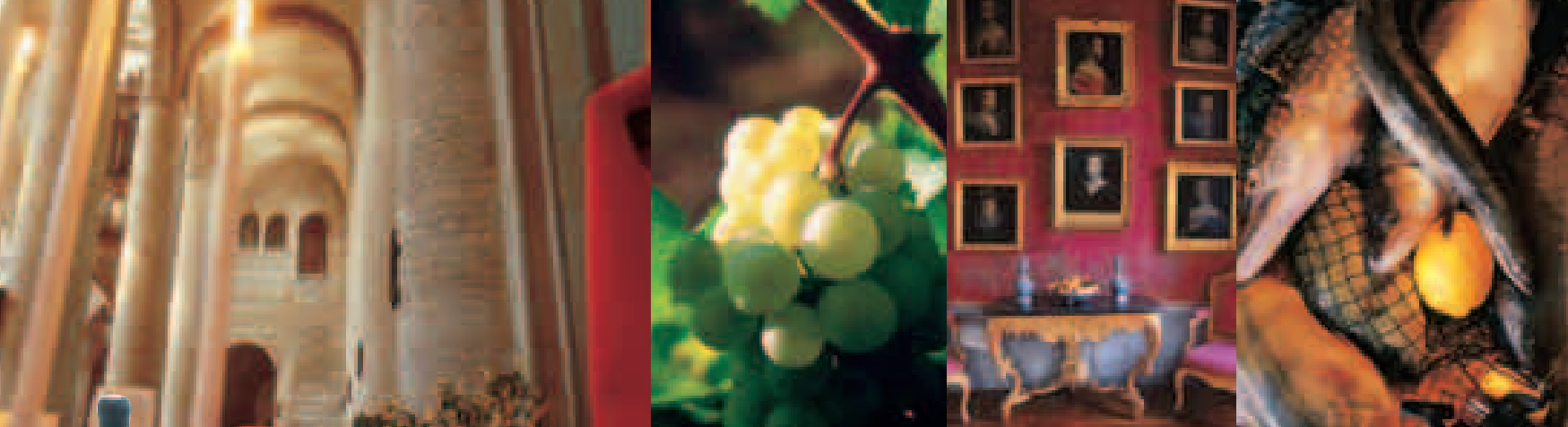
Voici les faits marquants de l'histoire du nationalisme québécois, de la fondation de la Nouvelle-France aux élections d'avril 2003 remportées par les libéraux.

- 1608 : fondation de Québec, premier établissement français permanent en Amérique du nord.
- 1763 : les Anglais annexent la Nouvelle-France (Traité de Paris).
- 1791 : création du Bas et du Haut-Canada (futurs Québec et Ontario), colonies britanniques dotées d'assemblées sans grands pouvoirs.
- 1837-38 : insurrections manquées des « Patriotes », voulant créer une République française d'Amérique.
- 1840 : union du Bas et du Haut-Canada sous un seul parlement, l'anglais devenant la seule langue officielle, bien que les francophones représentent 60 % de la population.
- 1867 : l'Acte de l'Amérique du nord britannique fonde la « Confédération du Canada », qui est en fait une fédération. Le Québec en devient l'une des quatre provinces et regroupe le tiers de sa population.
- 1918 : émeutes meurtrières à Québec. Des Canadiens français refusent la conscription dans l'armée britannique.
- 1948 : le Québec se dote d'un drapeau, bleu frappé de fleurs de lys blanches.
- 1960 : « Révolution tranquille ». Naissance du Québec moderne, qui s'émancipe de l'emprise de l'Église catholique.
- 1967 : le général de Gaulle lance à Montréal le slogan indépendantiste : « Vive le Québec libre ».
- 1968 : création du Parti québécois (PQ), voué à l'indépendance du Québec.
- 1970 : « Crise d'octobre ». Vague de terrorisme lancée par le Front de libération du Québec. Un diplomate britannique est enlevé, un ministre québécois assassiné. Le gouvernement fédéral de Pierre-Elliott Trudeau envoie l'armée au Québec. Centaines d'arrestations dans les milieux nationalistes.
- 1974 : le français devient la langue officielle unique du Québec.
- 1976 : arrivée au pouvoir à Québec du PQ de René Lévesque.
- 1980 : lors d'un référendum, les Québécois rejettent à 60 % contre 40 % l'idée d'une « souveraineté-association » avec le reste du Canada.
- 1982 : proclamation d'une nouvelle constitution canadienne, assortie d'une charte des droits, avec l'accord de toutes les provinces – sauf le Québec.
- 30 octobre 1995 : lors d'un nouveau référendum sur la « souveraineté » du Québec, le « non » l'emporte de justesse (50,6 % pour le « non », 49,4 % pour l'indépendance).
- 14 avril 2003 : après neuf années de pouvoir, les souverainistes du PQ perdent largement les élections provinciales. Le retour aux affaires d'un gouvernement libéral voit s'éloigner – pour un temps – la perspective d'un Québec indépendant.

REMERCIEMENTS

Ce magazine n'aurait pu voir le jour sans le concours de :

- la « régionale » Saguenay-Lac-Saint-Jean de l'association Québec-France : Jacques Sergerie, Fabiola et Denis Bouchard, Jacques et Lise Pelletier, J.E. Falardeau, et surtout son président Jean-Marie Perron, à qui Typo rend un chaleureux hommage pour sa présence, son organisation et son écoute ;
- le Cégep de Jonquière, sa division « Art et technologie des médias » (Danielle Dubé, Michel Laprise) et ses étudiants ;
- le groupe France Territoires Magazines, et en particulier Dominique Bruillot, Dominique Frotté et David Lang ;
- la revue *Au Québec* et Jean-François Gayrard à Montréal ;
- Claude Boivin, Michel et Jean Germain, ainsi que le chef Clifford Moar, qui nous ont cordialement reçus à Mashteuiatsh ;
- Denis Lebel, maire de Roberval ;
- Sophie Tremblay, notre guide à Montréal ;
- Emmanuel Colomb, notre guide environnement à Saguenay ;
- Richard Boisvert, directeur général de Québec-France ;
- Bourgogne-Québec (Georges Pierre, Edith Bonnet) ;
- l'Office franco-québécois de la jeunesse (OFQJ - France) ;
- Didier Mény, enseignant, pour son cours introductif sur l'histoire de la Belle Province ;
- le collectif de photographes Shoot Libre ;
- le consul général de France à Québec, Jacques Audibert, ancien journaliste, qui nous a réservé un accueil chaleureux ;
- les députés souverainistes Stéphane Bédard (à Québec) et Jocelyne Girard-Bujold (à Ottawa), qui ont bien voulu se pencher sur le berceau de « Typo Québec » ;
- ...ainsi que toutes celles et ceux qui se sont prêtés au jeu des questions-réponses.



© Photos Michel Joly

Il était une fois des terroirs, des hommes et leurs magazines au pays de France,

Les revues de France Territoires Magazines sont avant tout dédiées à la mise en avant des savoir-faire, à la révélation des ressources locales et à la protection des patrimoines vivant et historique. Ni touristique, ni « régionaliste » au sens aigu du terme, elles sont un instrument de fierté pour l'habitant et un outil de référence pour celui qui veut découvrir un territoire par l'intérieur.

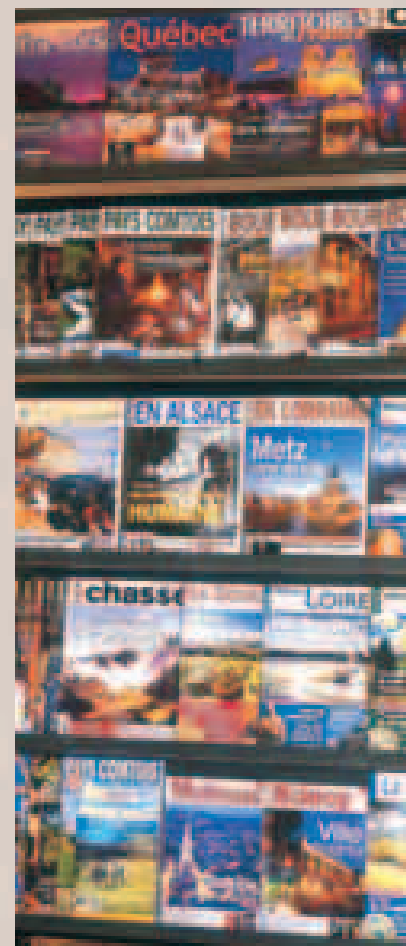
Construit petit bout par petit bout, pierre après pierre, dans son berceau naturel provincial, le petit monde de France Territoires Magazines est en phase avec ce type de support : curieux des hommes, respectueux de leur environnement, imaginatif et militant de leur bien-être.



et d'outre-mer,

C'est donc pour ses compétences reconnues et pour la capacité de son pôle de fabrication à s'immerger dans chaque culture, qu'un éditeur québécois est venu trouver France Territoires Magazines pour le suivi de réalisation du magazine *Au Québec*. Un partenariat réussi – 18 000 ventes par magazine – qui satisfait tant le lecteur avide d'évasion, de connaissances et d'horizons nouveaux que le Québécois soucieux de la valeur de son patrimoine et de la véracité de l'histoire des siens.

Autres voyages et autres rencontres Montréal/Dijon : le C.L.E.M.I (centre de liaison de l'enseignement et des média d'information) et France Territoires Magazines ont activement contribué au suivi de réalisation de Typo Extra Muros Québec, le premier magazine de Typo, multimédia lycéen francophone d'information soutenu par l'académie de Dijon.



pour une quête de beau et de sens.

Les éditions France Territoires Magazines : *Bourgogne Magazine, Pays Comtois, En Alsace, En Lorraine, Massif des Vosges, Territoires de France.*

Les suivis de réalisation France Territoires Magazines : *Au Québec et Terra Corsa.*

Renseignements abonnements : (00 33) 03.80.560.657.

